



Plan International Belgique
www.planinternational.be

RAPPORT ANNUEL 2018-2019

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 5

Que fait Plan International Belgique ? 6

Où travaillons-nous ? 8

Nos projets en Afrique 10

Niger 3

Les filles changent leur avenir 13

« Wondiyey Ma Zada » : Les filles en sécurité à l'école 14

Bénin 15

Un environnement scolaire sûr pour les filles dans l'enseignement secondaire 15

Sénégal 17

Grâce au sport, les filles cartonnent 17

Rwanda 18

Les filles des camps de réfugiés au Rwanda gagnent en indépendance 18

République centrafricaine 20

Réunir les familles en pleine crise humanitaire 20

L'histoire de Saliou 21

Éthiopie 22

Jeunes enfants et mères sauvé.e.s de la malnutrition 22

Nigeria 23

De jeunes enfants sauvé.e.s de la malnutrition 23

Ouganda 24

Aide humanitaire aux populations réfugiées du Soudan du Sud et leurs communautés hôtes 24

Nos projets en Asie 26

Laos 29

Les femmes gagnent en confiance et en indépendance 29

Des jardins d'enfants pour les plus vulnérables 30

Vietnam 31

La ville en toute sécurité 31

Les enfants se protègent contre les catastrophes naturelles 32

Nos projets en Amérique latine 34

Équateur 37

Les jeunes font le choix d'un avenir sans violence 37

Rétablissement d'une région après le séisme 38

Bolivie 40

Développement des tout-petits et enseignement inclusif et qualitatif pour les écolier.e.s 40

Nos projets en Belgique 42

BruxELLES : Les jeunes brisent le tabou du harcèlement sexiste et des violences sexuelles 44

École des droits de l'enfant / School for Rights 46

Plaidoyer politique en Belgique 47

La parole est à nos volontaires, et à nos Marraines et Parrains Plan 48

La parole est à nos entreprises partenaires 50

Nos partenariats sur mesure : quelques nouveaux projets 54

Nos partenaires à l'international 56

Nos partenaires institutionnels en Belgique 59

Intégrité 61

En toute transparence 62

Chiffres financiers 64



AVANT-PROPOS

Cher.ère lecteur.rice,

Un coup d'œil rétrospectif sur l'année écoulée révèle une fois de plus le formidable investissement personnel de nos volontaires. Grâce à leur soutien, Plan International peut consacrer un maximum de budget à ses projets. Ce sont par exemple des volontaires, dans le monde entier, qui veillent à ce que les Filleul.e.s Plan reçoivent leur courrier, renforçant ainsi ces relations capitales dans notre action. Cette aide est inestimable. C'est pourquoi nous avons donné la parole à deux volontaires belges, pour que vous découvriez ce qui les motive. Nous espérons que leur témoignage donnera envie aux prochaines générations de poursuivre leur travail.

Notre reconnaissance est grande envers tous ceux et toutes celles qui soutiennent notre organisation, comme volontaires, partenaires ou donateur.rice.s. Chaque don, aussi minime soit-il, fait la différence. Sans les plus de 30.000 donateurs.rices Plan, cette organisation n'existerait pas en Belgique... Et c'est grâce à cette force de frappe financière que Plan International peut contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Dans les premières pages de ce rapport annuel, vous trouverez un rappel de ces ODD, et pour chacun de nos projets, nous indiquons les ODD auxquels Plan International contribue. Nous estimons important de garder constamment à l'esprit ces résultats et notre impact.

Car c'est bien sûr d'objectifs et de résultats qu'il est question dans ce rapport annuel, dans ce récapitulatif des activités, recettes et dépenses de Plan International Belgique entre le 1er juillet 2018 et le 30 juin 2019. Vous découvrirez ce que nous avons pu réaliser avec nos partenaires locaux en Afrique, en Amérique latine et en Asie, mais aussi en Belgique. Et comment chaque projet, où que ce soit dans le monde, peut nous inspirer pour appliquer les bonnes idées ailleurs – toujours dans le cadre d'une collaboration locale : sensibilisation à l'aide des radios locales ou de pièces de théâtre, constitution d'équipes de football féminines ou encore élaboration d'un projet sur le harcèlement sexuel à Bruxelles inspiré d'un projet mené par des jeunes à Hanoï. Tels sont les points forts de notre organisation : une collaboration internationale, le transfert des idées et l'objectif commun des ODD. Ensemble, nous faisons en sorte que les enfants et les jeunes puissent faire valoir leurs droits et se construire un meilleur avenir. Grandir dans un environnement dénué de violence et devenir des adultes solides, qui changeront le monde.

Régine Debrabandere, Directrice de Plan International Belgique
Leen Gysen, Présidente du Conseil d'administration de Plan International Belgique



Régine Debrabandere
Directrice



Leen Gysen
Présidente

QUE FAIT PLAN INTERNATIONAL BELGIQUE ?

Plan International Belgique est une organisation de défense des droits de l'enfant qui, depuis 1983, œuvre pour un monde juste et sûr pour tou.te.s les enfants et les jeunes (de 0 à 24 ans).

Qu'est-ce qui nous rend uniques ?

Nous cherchons des Parrains et Mairaines Plan et des sponsors de projets qui veulent donner la chance à 100 millions de filles d'aller à l'école ou de suivre une formation (étudier), d'assumer des rôles de leadership (diriger), de faire leurs propres choix concernant leur vie et leur corps (décider) et de s'épanouir loin de la violence (se développer). Nos Parrains et Mairaines Plan ne soutiennent pas seulement leur.s Filleul.e.s, avec qui ils.elles nouent une relation personnelle au moyen de lettres et visites, mais aussi leurs communautés. C'est cela qui rend notre action unique. Nous informons, inspirons et motivons les gens à faire partie de notre communauté. Nous exposons des faits et des valeurs aux décideurs politiques et institutions gouvernementales, afin de réaliser des changements structurels.

Ce n'est que quand il y aura une égalité entre filles et garçons que tous les droits de tou.te.s

les enfants et des jeunes pourront être réalisés. C'est pourquoi nous accordons tant d'importance à l'égalité de genre.

Nous offrons aux enfants, aux jeunes et aux communautés des opportunités de lutter contre les causes directes de l'exclusion, de la vulnérabilité et de la discrimination à l'égard des filles. Dans les régions en situation de crise, nous les préparons aux catastrophes humanitaires et les aidons à reconstruire leur vie après. Une attention particulière est accordée aux filles et aux jeunes femmes, qui sont plus souvent victimes de violence et de discriminations lors de crises. Grâce à notre vaste réseau, nous influençons les coutumes et les politiques aux niveaux local, national et mondial. Nous nous basons sur nos connaissances et notre expérience de la réalité quotidienne que vivent les jeunes, et en particulier les filles.

Investir dans les filles, leurs familles et leurs communautés brise le cercle vicieux de la pauvreté et de la discrimination. Voilà comment Plan International investit avec ses sympathisant.e.s dans un avenir meilleur, pour cette génération et les générations suivantes.

Dans le tableau ci-dessous, nous listons nos différents objectifs et points d'action

	Tous les enfants, filles et garçons, ont le droit d'aller à l'école dès le plus jeune âge, de mener à bien leurs études et d'obtenir un emploi décent. Avec les autorités et les communautés, les équipes de Plan International investissent dans une éducation préscolaire, primaire et secondaire qui donne les mêmes chances aux filles et aux garçons. Pour les jeunes déscolarisé.e.s, nous mettons en place des formations professionnelles et des groupes d'épargne-crédit.
	Les enfants, en particulier les filles, doivent avoir la possibilité de participer aux changements sociaux et politiques. Les équipes et les partenaires de Plan International écoutent les jeunes et les encouragent à mettre en œuvre leurs propres solutions aux niveaux local, national et international. Cela renforce leur assurance et leur autonomie et leur permet d'avoir un impact positif et durable sur leur vie et celle des autres.
	Tous les enfants, en particulier les filles, doivent pouvoir faire leurs propres choix concernant leur vie et leur corps. Elles doivent pouvoir décider si, quand et avec qui elles veulent se marier et avoir des enfants. L'éducation sexuelle et l'accès à des services de santé pour les adolescentes sont les premières étapes pour faire reculer les grossesses précoces. Nous dialoguons avec les parents, les communautés et les gouvernements pour éliminer l'excision et les mariages d'enfants, dans la loi et en pratique.
	Tous les enfants, filles et garçons, ont le droit de s'épanouir à l'abri de la peur, de la discrimination, de la violence et de la pauvreté. Plan International encourage les parents, les communautés et les gouvernements à développer le potentiel des filles comme des garçons, à combattre toute forme de violence, surtout à l'égard des filles, et à créer des espaces de vie et d'apprentissage sécurisants.
	Les filles et les garçons doivent être préparé.e.s en cas de catastrophe naturelle ou de conflit. Nous les protégeons en cas de crise et les aidons ensuite à reconstruire leur vie et leur communauté. Nous accordons une attention particulière aux filles et aux jeunes femmes, car elles risquent plus d'être mariées ou violées. Nous joignons nos forces à celles d'autres associations, notamment au sein du Consortium 12-12, pour apporter une aide d'urgence aux familles touchées.

Les objectifs de développement durable (SDG's – Sustainable Development Goals)

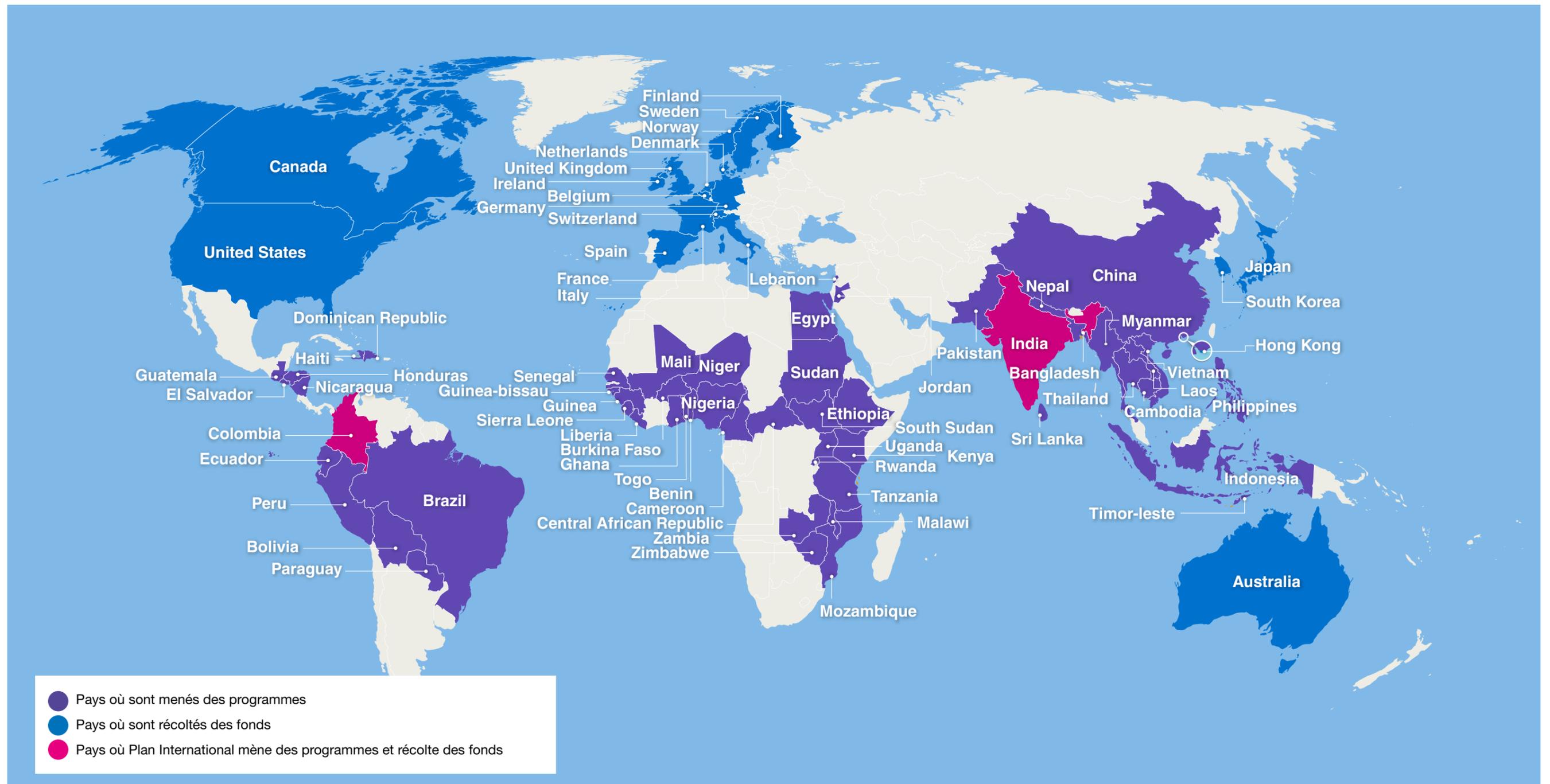
Les objectifs de développement durable (ODD ou SDG – Sustainable Development Goals) ont été définis en 2015 par les Nations unies comme le nouvel agenda mondial de développement durable pour 2030. Les ODD sont applicables de 2016 à 2030 et remplacent les objectifs du Millénaire pour le développement qui ont touché à leur fin en 2015. Il existe 17 ODD ainsi que 169 cibles pour réaliser ces objectifs.

Nos projets se basent également sur ces ODD, ce qui facilite les discussions avec nos (potentielles) entreprises partenaires. Qu'il s'agisse des PME ou des multinationales, qu'elles soient belges ou situées à l'autre bout du monde, nous parlons la même langue à travers les ODD. Dans tous nos projets, nous établissons le lien avec les ODD correspondants afin que nous puissions collaborer avec les entreprises sur des projets qui sont étroitement liés à leurs propres objectifs.



OÙ TRAVAILLONS-NOUS ?

Plan International défend l'égalité pour les filles et les droits des enfants dans plus de 70 pays, dont les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Plan International Belgique appuie en particulier les Andes, l'Afrique de l'Ouest et le Delta du Mékong et intervient en situation d'urgence, notamment avec le Consortium 12-12.



NOS PROJETS EN AFRIQUE



Membres de l'équipe féminine
de football au Bénin.



NIGER

Les filles changent leur avenir

ODD	2, 3, 4, 5, 8
BUDGET	3.185.314,18€
PÉRIODE DU PROJET	01/01/2017 - 31/12/2021

Dans un pays où règnent la pauvreté et l'instabilité, les familles considèrent les mariages d'enfants comme un moyen de maintenir la famille sur le plan financier, ou comme une alternative à l'éducation de leurs filles. En collaboration avec ses partenaires locaux, Plan International propose des alternatives qui fonctionnent : l'éducation avant tout, mais aussi des groupes d'épargne, la formation professionnelle, des soins préventifs, et enfin la sensibilisation, dans le but de parvenir à un changement de mentalité dans les communautés.

Au Niger, les enfants grandissent souvent dans des conditions désastreuses. Les filles en particulier ont rarement la possibilité de vivre leur vie d'enfant et de tracer leur propre chemin. Les chiffres sont révélateurs : 1 adolescente nigérienne sur 7 est déjà mère, et 3 filles sur 4 sont mariées avant l'âge de 18 ans, dont 1 sur 3 avant leur 15e anniversaire. Si certaines familles considèrent les mariages d'enfants comme une transaction économique, les conséquences psychologiques, émotionnelles, socio-économiques et pour la santé des filles sont inimaginables.

Une approche qui fonctionne

Plan International Belgique, en collaboration avec ses partenaires locaux, met tout en œuvre pour prévenir les mariages d'enfants et offre aux jeunes filles des options pour renforcer leur situation économique et leur confiance en elles, afin de leur éviter de tomber dans le cycle d'une pauvreté extrême. Fournir une éducation est essentiel. Encore faut-il garantir un environnement scolaire sûr, pour que les écolières puissent étudier de manière optimale. Nos formations à destination des enseignant.e.s contribuent à un environnement scolaire où les filles et les garçons peuvent faire entendre leur voix, sans violence, et où règne une discipline positive, sans châtements corporels.

Plan International soutient au mieux les mères adolescentes, que ce soit dans des centres de consultation ou par des visites à domicile afin qu'elles puissent offrir à leurs bébés et jeunes enfants un bon départ dans la vie. Dans les centres de consultation, les

jeunes mères s'initient à la cuisine nutritive dans des circonstances difficiles et à l'importance de l'éducation pour leurs tout-petits. En outre, Plan International offre aux jeunes mères et aux filles non-qualifiées des perspectives économiques, à travers la formation professionnelle, des groupes d'épargne et de crédit, un soutien matériel (machines à coudre, matériel horticole, etc.) et une formation commerciale pour les aider à démarrer leur propre entreprise.

Dans les villages, des comités de bénévoles veillent à la protection des droits de tous les enfants ; ils s'assurent qu'il n'y ait plus de mariages d'enfants.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 1.600 filles ont rejoint 100 groupes d'épargne et de crédit. En parallèle, elles suivent une formation professionnelle qui leur offre une indépendance et les protège du mariage d'enfants. Leurs parents se sont engagés à ne pas laisser leurs filles se marier avant la fin de la formation.
- 7.200 bébés et jeunes enfants ont bénéficié du suivi nécessaire pour éviter la malnutrition. Leurs jeunes mères ont pu se rendre dans un centre de consultation du village et ont bénéficié d'un suivi à domicile par des bénévoles ultérieurement.
- 350 garçons de 15 à 25 ans sont devenus membres des 'clubs de futurs maris'. Ils y prennent conscience de l'importance de l'éducation et des droits des filles et des femmes et partagent leurs connaissances avec leurs amis et les jeunes de leur âge.

Des partenaires locaux solides

Pour ce programme, Plan International Belgique peut compter sur 5 partenaires locaux solides :

- [AEC](#)
- [ANTD](#)
- [CONIDE](#)
- [ASO-EPT](#)
- [DIMOL](#)

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce programme bénéficie du soutien de la Coopération belge au développement et des donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



Ils m'avaient promise en tant qu'épouse à mon propre cousin. Heureusement, le comité de protection a appris cette nouvelle et avec l'aide du chef du village, j'ai pu échapper à ce mariage. Aujourd'hui, je suis une formation et je veux devenir la meilleure couturière. Je rêve d'avoir mon propre atelier de couture où j'emploierais beaucoup d'autres couturières.

Sahada, 14 ans, Niger

« Wondiyey Ma Zada » : Les filles en sécurité à l'école

ODD	4, 5
BUDGET	641.270€
PÉRIODE DU PROJET	01/10/2018 - 30/09/2020



Une éducation de qualité, c'est indispensable si on veut briser le cycle de la pauvreté. Mais que faire quand l'environnement scolaire n'est pas sûr ? Quand la violence sexuelle et psychologique et le harcèlement y sont considérés comme normaux ? Trop de jeunes quittent l'école à cause de ces phénomènes, et en particulier les filles. Il est temps de changer les mentalités des enseignant.e.s, des parents et des enfants.

Une approche qui fonctionne

Pour changer les normes et les attitudes envers les filles à l'école et au sein de la société, un réel changement de mentalité est nécessaire. C'est une condition sine qua non si on veut que les filles puissent étudier sans entrave et s'épanouir en jeunes femmes fortes.

Dans 12 écoles primaires et 14 écoles secondaires, les enfants et les jeunes participent à des séances de sensibilisation et suivent des formations sur l'égalité des genres, les droits des filles et la lutte contre la violence basée sur le genre en milieu scolaire. Plan International utilise du matériel éducatif développé en collaboration avec ses partenaires locaux. Les enseignant.e.s et le personnel administratif des écoles apprennent également comment faire face à la violence à l'égard des filles. Enfin,



Plan International s'efforce de faire mieux connaître les lois et réglementations nigériennes qui protègent les filles contre toutes les formes de violence. À cet effet, des programmes radio ont été créés en collaboration avec des stations de radio locales. En outre, Plan International sensibilise les représentant.e.s politiques sur leurs responsabilités. Les équipes de plaidoyer politique, en collaboration avec les partenaires, exploitent toutes les opportunités.

Résultats prévus

- 9 479 enfants âgés de 6 à 18 ans participent à des séances de sensibilisation et à des formations qui visent à les rendre plus fort.e.s et confiant.e.s. Ils/elles seront capables de mieux argumenter pour se défendre (les un.e.s les autres).
- Dans le cadre de ce projet, nous collaborons avec 286 adultes dans le but de mettre fin à la violence basée sur le genre en milieu scolaire :
 - Enseignant.e.s et personnel administratif des écoles : formation, prévention et contrôle social
 - Travailleurs.euses sociaux.ales : assistance et référencement
 - Présentateurs.rices radio : campagnes de sensibilisation
 - Politicien.ne.s locaux.ales et chef.fe.s de communautés : plaidoyer politique

Des partenaires locaux solides

Pour ce projet, Plan International Belgique peut compter sur 2 partenaires locaux solides :

- [CONIDE](#)
- [ASO-EPT](#)

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce projet est financé par la Coopération belge au développement et les donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



Véronique est l'une des meilleures élèves de sa classe.



BÉNIN

Un environnement scolaire sûr pour les filles dans l'enseignement secondaire

ODD	3, 4, 5
BUDGET	2.958.089€
PÉRIODE DU PROJET	01/01/2017 - 31/12/2021



Au Bénin, les enfants marchent régulièrement pendant des heures sous un soleil de plomb avant de pouvoir se mettre à l'ombre dans leur classe. Les filles et les enfants handicapé.e.s - s'ils ou elles ont la possibilité d'aller à l'école - sont souvent les premier.e.s à abandonner l'école, en partie parce qu'elles/ils ne se sentent pas en sécurité sur le chemin vers l'école. Plan International et ses partenaires contribuent à transformer les écoles et les communautés en environnements sûrs, de sorte que le droit de chacun.e à l'enseignement secondaire soit assuré.

Si la plupart des écoles se situent dans les villages, de nombreux.ses élèves qui vivent en dehors des villages doivent parcourir un long chemin pour y arriver. En outre, les filles et les enfants handicapé.e.s se voient souvent refuser l'accès à l'éducation, parce que les familles ont d'autres priorités ou n'estiment pas la situation assez sûre pour envoyer leurs enfants à l'école.

Une approche qui fonctionne

Plan International et ses partenaires s'efforcent de faire de l'école au Bénin un lieu sûr où les enfants vulnérables puissent se développer sans subir des violences. Pour cela, il est primordial que tout le monde soit impliqué : les jeunes eux-mêmes, les familles, les communautés et les autorités.

En premier lieu, les jeunes sont encouragé.e.s à participer activement à la vie scolaire et à faire entendre leur voix sur les sujets qui leur tiennent à cœur. En collaboration avec les enseignant.e.s et les parents, elles/ils ont mis sur pied des conseils d'école et mené des actions de plaidoyer politique et de dialogue avec leur communauté. Leur objectif est d'encourager la communauté et l'État à respecter leurs obligations en matière de lutte contre la violence et de protection des enfants vulnérables dans l'enseignement. En outre, les jeunes rejoignent des groupes d'épargne et de crédit, qui les aident à développer des activités pour générer des revenus. De cette façon, ils peuvent financer en toute indépendance leur scolarité.

Par ailleurs, dans les 16 équipes féminines de football mises sur pied il y a deux ans, les participantes ont renforcé leur auto-estime et se sentent maintenant plus à l'aise pour envisager leur projet d'avenir. Ces filles sportives sont à présent plus fortes et se voient moins comme des victimes potentielles, ce qui les aide à tenir bon à l'école.



Dans la lutte contre la violence basée sur le genre à l'école, nous avons besoin du soutien de tous les acteurs. Nous soutenons ce projet parce que nous sommes convaincu.e.s que la participation des filles est d'une importance capitale pour le développement et la prospérité du Niger.

Le gouverneur de la région de Tillabéri (lors du lancement du projet)



Au niveau communautaire, des associations de parents et des comités de protection des droits de l'enfant sont mis en place pour assurer un cadre de protection au sein des communautés et exercer un plaidoyer politique. Pour faciliter la communication entre les enfants, leurs parents et les autorités villageoises et religieuses, des dialogues intergénérationnels sont mis en place dans les communautés. Toute personne peut désormais engager le dialogue et stimuler la recherche de solutions aux obstacles rencontrés par les enfants (abandon d'enfants, abus, grossesses précoces, etc.).

Enfin, les autorités locales, régionales et nationales sont également impliquées. Elles sont encouragées à prendre les mesures nécessaires pour que les enfants, et en particulier les filles, puissent aller à l'école en toute sécurité. Cela passe entre autres par la formation du personnel enseignant, mais on incite aussi le gouvernement à émettre des lois obligeant les écoles à mettre en place des conseils d'école ou à condamner les violences basées sur le genre en milieu scolaire.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 343 adolescent.e.s (274 filles et 69 garçons) qui se trouvaient dans une situation dangereuse (ex. travail des enfants) ont été mis en sécurité par le CPS (Centre de promotion sociale).
- 140 organisations communautaires ont été créées pour protéger les enfants.
- Au total, les jeunes ont mis sur pied 56 conseils d'école.
- 16 équipes féminines de football continuent à s'entraîner activement et à renforcer ainsi leur auto-estime et leur esprit de groupe.
- Au total, 2.461 personnes (enfants, parents, chefs de village, chefs religieux) ont entamé un dialogue. 90 dialogues intergénérationnels officiels ont été organisés dans 40 villages.

- 8 communes ont mis en place des comités de consultation pour les droits et la protection des enfants.
- De plus, Plan International a fourni du matériel scolaire à 1.244 élèves, et des jeunes ont formé 57 groupes d'épargne et de crédit pour augmenter leurs revenus. Ces groupes leur permettent de financer leurs études.
- 1.223 adolescent.e.s (835 filles et 388 garçons) font partie des groupes d'épargne et de crédit.

Des partenaires locaux solides

Pour ce projet, Plan International Bénin a pu compter sur 4 partenaires locaux solides :

- [CBDIBA](#)
- [FEE-Dev](#)
- [CBO EPT](#)
- [IFMA](#)

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce programme a été possible grâce au soutien de la Coopération belge au développement, de la RBFA et des donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



SÉNÉGAL

Grâce au sport, les filles cartonnent

ODD	3, 4, 5
BUDGET	431.291 €
PÉRIODE DU PROJET	01/11/2018 - 30/08/2021
	

Ces dernières années, le Sénégal a réalisé d'énormes progrès en matière d'égalité de genre. Malgré ces efforts, les normes sociales et culturelles y maintiennent encore trop de filles et de femmes en situation d'inégalité. En collaboration avec ses partenaires locaux, Plan International prend des mesures pour en finir avec les normes et pratiques discriminantes et les stéréotypes qui cantonnent les filles dans des rôles subalternes.

Une approche qui fonctionne

Le projet vise à promouvoir l'égalité de genre, en émancipant des jeunes filles dans la région de Thiès, près de la capitale Dakar. L'objectif est qu'elles puissent prendre des rôles de leaders dans leur communauté. Dans cette position, elles peuvent remettre en question les normes liées au genre et les comportements négatifs qui en découlent.

Dans le monde entier, le sport est un excellent moyen d'unir les gens. Il fait des merveilles aussi pour émanciper les filles et battre les stéréotypes. Grâce au sport, elles prennent confiance en elles, apprennent à collaborer et prennent conscience de valeurs comme la solidarité, le respect, la tolérance, la volonté et l'honnêteté. C'est pourquoi nous avons appliqué cette technique au contexte sénégalais. Vingt clubs de football associés à 20 écoles secondaires ont été créés pour permettre aux filles de s'entraîner. Elles y sont assistées par des professeur.e.s d'éducation physique formé.e.s par notre partenaire sur les questions footballistiques et par Plan sur les questions de genre. Outre les entraînements de foot, les 300 filles et 100 garçons participant.e.s suivent une formation et des ateliers sur la violence sexiste et les droits des filles. Le sport aide à aborder des sujets sensibles, comme les mariages et grossesses précoces. Les jeunes footballeuses sont également impliquées dans des activités de sensibilisation. Nous voyons les jeunes évoluer et prendre confiance en eux.melles.

Par ailleurs, 40 filles et 20 garçons ont été formé.e.s à devenir ambassadeurs.drices de l'égalité des droits au niveau local : ce sont des 'Champions of Change'. Ces jeunes leaders s'attachent à influencer les politiques, notamment dans les communes, les conseils d'école et les centres sportifs, afin de mobiliser un maximum de gens pour l'égalité de genre. Dans les vingt écoles du projet, des clubs autour du genre ont été mis sur pied par des jeunes, dans le but d'y débattre sur les inégalités de genre. Ce sont donc l'ensemble des écolier.e.s qui sont sensibilisé.e.s à la question du genre, notamment à travers des émissions radio.



Ma participation à l'association sportive a réveillé un autre aspect de ma personnalité. J'ai beaucoup appris sur mes droits et comment me défendre quand les enseignant.e.s et les hommes me harcèlent en ville. Certain.e.s ont même peur de m'approcher parce que je suis membre de l'association parrainée par Plan International Bénin. Cela me permet de me concentrer sur mes études et d'obtenir mon baccalauréat. J'espère que cette activité se poursuivra, afin que d'autres filles puissent avoir la même chance.

Virginie



J'ai toujours rêvé d'être une pionnière du football féminin, et j'ai eu la chance de faire partie de la première équipe nationale du Sénégal. Ça n'a jamais été facile pour notre génération, que ce soit au Sénégal et partout ailleurs. Maintenant, j'aimerais aider mes petites sœurs à ne pas vivre les mêmes difficultés que nous.

Seyni, Capitaine de l'équipe nationale de football et organisatrice de Ladies' Turn

Qu'avons-nous réalisé ?

- 40 filles et 20 garçons, après avoir accompli le processus pour devenir ambassadeurs.drices de l'égalité des droits, sont devenus 'Champions of Change'. Ils.elles plaident auprès des conseils d'école, des directions, des autorités communales et autres organes politiques, pour l'application des lois et règles autour de l'égalité de genre et des mariages précoces.
- 300 filles et 100 garçons font partie de 20 clubs de football. Ils.elles s'entraînent à manier le ballon, tout en étant informé.e.s sur l'égalité des droits pour les garçons et les filles, la violence sexiste et les mariages précoces.
- Dans 20 écoles, des clubs autour du genre sont soutenus, notamment via des ateliers sur les mêmes thèmes. Ceci a poussé ces jeunes à évoquer ces thèmes à l'école et aux alentours.
- Grâce à ces jeunes entreprenant.e.s et engagé.e.s, le message a atteint au moins 2 500 adultes, 20 comités scolaires et 20 directions d'écoles dans les quatre communes ciblées.

Des partenaires locaux solides

Ce projet a été mis en place avec [Ladies' Turn](#).

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce projet a été possible grâce à la Coopération belge au développement (via le Warmste Week), à Golazo et aux donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



GOLAZO



RWANDA

Les filles des camps de réfugiés au Rwanda gagnent en indépendance

ODD	5
BUDGET	565.045 €
PÉRIODE DU PROJET	20/06/2018 - 19/12/2020

Plus de 27 000 réfugié.e.s issu.e.s de la République démocratique du Congo vivent à Gihembe et Nyabiheke, 2 camps de réfugié.e.s au Rwanda. Dans ces camps, la violence envers les filles et les femmes a atteint un niveau record en 2018. Plan International Belgique et ses partenaires aident les filles et les femmes de ces camps à construire et à renforcer leur résilience. Dans cet objectif, Plan International Belgique travaille pour accroître leur confiance en elles-mêmes, en les informant sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, et en leur proposant une formation courte sur l'entrepreneuriat.

Une approche qui fonctionne

L'aménagement d'espaces sûrs réservés aux filles dans les camps porte ses fruits. Les filles peuvent s'y rendre en toute sécurité pour des conseils, des ateliers ou une conversation avec leur mentor. Elles y dénoncent des violences et des abus, se familiarisent avec divers services, mais démarrent aussi des groupes d'épargne et apprennent comment créer peut-être leur propre entreprise à l'avenir. C'est l'occasion aussi pour les filles et les femmes d'élargir leur réseau social et de gagner en résilience, en indépendance et en confiance en soi.

Là aussi, il est essentiel que les hommes, les garçons et les communautés soient activement impliqués pour réduire les risques de violence, d'exploitation et d'abus contre les filles et les femmes. Entre autres, les adolescents se réunissent chaque semaine, sous la supervision d'un mentor. Au cours de ces réunions, ils sont sensibilisés aux principes de 'masculinité



Ce programme a vraiment amélioré notre confiance en nous et changé la manière dont les garçons nous traitent. Aujourd'hui, ils sont plus nombreux à comprendre que les filles ont la même valeur que les garçons, qu'elles ont des choses à dire et qu'il faut les écouter.

Participant au programme Girls Take the Lead



positive'. L'objectif est de réduire les risques de violence, d'exploitation et de maltraitance des filles et des femmes. Afin d'également sensibiliser le grand public à ce problème, des pièces de théâtre réalisées dans les camps montrent la réalité et les conséquences de la violence basée sur le genre. Enfin, pour augmenter les chances de succès du projet, les parents, les chefs communautaires et autres personnes influentes dans les camps de réfugiés sont eux et elles aussi impliqués.e.s. Il.elle.s sont formé.e.s à l'égalité des genres et à la prévention de la violence basée sur le genre, et sont invité.e.s à trouver des solutions ensemble.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 81 mentors femmes et 54 mentors hommes ont été formé.e.s.
- Au moins 332 adolescentes âgées de 10 à 17 ans se sont régulièrement réunies dans des espaces sûrs réservés aux filles.
- Depuis le début du projet, 146 chefs communautaires ont suivi une formation, et près de 12.000 parents et autres résident.e.s des camp ont été touché.e.s par le biais de pièces de théâtre.

Des partenaires locaux solides

Pour ce projet, Plan International Belgique peut compter sur un partenariat avec l'ONG locale [YWCA](#).

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce projet a été possible grâce aux donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique et Plan International Hong Kong.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Réunir les familles en pleine crise humanitaire

ODD	2, 3
BUDGET	1.492.819,73€
PÉRIODE DU PROJET	09/07/2018 - 08/01/2020



En République centrafricaine, la guerre civile prolongée a un impact majeur sur la population locale. Des milliers de familles se déplacent pour fuir le conflit armé, et elles ont besoin d'aide humanitaire pour survivre. Les enfants sont particulièrement touchés.e.s. Victimes de malnutrition et de troubles psychosociaux, ils.elles sont souvent privés.e.s d'école. Des milliers d'entre eux.elles ont perdu leur famille et se retrouvent seuls.e.s, séparés.e.s de leurs familles. Plan International s'assure que ces enfants soient pris.e.s en charge dans un foyer d'accueil et leur apporte un soutien psychosocial. En parallèle, nous recherchons leur famille biologique.

Une approche qui fonctionne

Plan International soutient le ministère des Affaires sociales. Nous aidons les travailleurs sociaux et les communautés à identifier les enfants séparés.e.s de leur famille, à les orienter vers des services adaptés et à rechercher leurs parents, sur base d'informations souvent très limitées.

En parallèle de la recherche familiale, ces enfants sont accueillis.e.s dans des foyers temporaires et reçoivent une assistance psychosociale personnalisée, dans des espaces prévus pour les enfants. Ils.elles peuvent y jouer avec d'autres enfants, apprendre ou juste se remettre de leurs émotions après les expériences traumatisantes qu'il.elle.s ont vécues. Les parents d'accueil bénéficient eux aussi d'un soutien attentif de la part des travailleurs sociaux de Plan International : ils.elles sont renseignés.e.s sur les techniques d'éducation positive, qui tiennent compte de l'enfant dans ce contexte spécifique. De plus, ils.elles obtiennent un soutien matériel, financier et psychosocial pour répondre aux besoins des enfants.

Pendant ce temps, Plan International s'efforce de retrouver leur famille. Souvent, les enfants ne connaissent ni le nom de leur village d'origine, ni le nom de leurs parents, et encore moins le chemin qu'ils ont pris pour se retrouver où ils sont aujourd'hui. Sur base des informations très limitées fournies par les enfants, les équipes de Plan International RCA s'appliquent à réunir la famille. Une mission souvent difficile.

Pour éviter de nouvelles séparations entre les parents et les enfants, et prévenir les séparations dans les communautés que nous soutenons, nous les sensibilisons à l'importance de connaître le nom des parents, des membres de la famille et du village d'origine. De cette façon, nous prévenons les séparations familiales en cas de crise.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 807 enfants sont pris en charge par des familles d'accueil temporaires et reçoivent le soutien psychosocial, médical et juridique nécessaire
- 5.700 enfants bénéficient d'un soutien psychosocial
- 5.500 parents et autres adultes ont suivi une formation sur les techniques d'éducation positive, la parentalité positive et la protection des enfants
- 22.000 personnes, dont 11.000 enfants, participent à des séances de sensibilisation sur la protection des enfants, la prévention des séparations, l'identification et le suivi des mineurs.e.s isolés.e.s
- Nous avons réuni 413 enfants avec leurs parents biologiques

Des partenaires locaux solides

Pour ce projet, Plan International Belgique peut compter sur un partenariat avec [Blue Square](#).

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce programme est possible grâce au soutien de la Coopération belge au développement.



L'histoire de Saliou

Saliou a 12 ans. Lorsque son village a été attaqué, il s'est enfui avec les autres enfants et a perdu ses parents. Il s'est retrouvé sur un site minier de diamants, où il est resté 3 semaines. Par la suite, il a été temporairement pris en charge dans une famille d'accueil, mais il était traumatisé par les événements qu'il a vécus et subissait des crises de panique. Saliou était complètement replié sur lui-même.

La recherche des parents de Saliou s'avère compliquée. Il ne connaît que le prénom de son père. Il ne se souvient plus ni du nom de sa mère, ni de celui de ses frères et sœurs. Il a éprouvé beaucoup de difficultés à s'intégrer dans le foyer d'accueil et le nouvel environnement. La nuit, son père adoptif le trouvait souvent en pleurs, réclamant ses parents.

« Saliou a eu beaucoup de mal au début. Il pleurait tout le temps, mangeait à peine et avait du mal à dormir. Je voulais qu'il se sente en sécurité et j'ai demandé à ma femme de prendre bien soin de lui, pour qu'il ne se sente pas différent des autres enfants. Il lui a fallu plus de 6 mois pour redevenir lui-même. » - Tuteur de Saliou



Pour aider Saliou, les équipes de Plan International ont mis en place un plan d'accompagnement : référence vers des services adaptés, soutien psychosocial et sessions de parentalité, impliquant toute la famille d'accueil. Ensemble, ils.elles ont appris des techniques d'éducation positive et l'importance de l'enseignement. Grâce au soutien financier octroyé aux parents d'accueil de Saliou, ceux-ci ont pu démarrer leur propre entreprise et augmenter leurs revenus. Ils peuvent ainsi financer les besoins de base - savon, soins de santé, nourriture, etc. - des 10 personnes qui composent la famille.

Alors que la recherche des parents biologiques de Saliou se poursuit, l'équipe et sa famille d'accueil constatent que Saliou va mieux et qu'il s'épanouit enfin. Il se fait de nouveaux.elles ami.e.s dans l'espace prévu pour les enfants. Il est plus joyeux, plus ouvert et reconnaissant envers sa famille d'accueil et l'équipe.



Je remercie mes parents d'accueil et Plan International pour tout ce qu'ils ont fait pour moi. Aujourd'hui, j'ai de nouveaux amis avec qui jouer et je ne pleure plus la nuit comme avant.

Saliou



ÉTHIOPIE

Jeunes enfants et mères sauvé.e.s de la malnutrition

ODD	2, 3, 6
BUDGET	977.280€
PÉRIODE DU PROJET	01/06/2017 - 30/11/2018



La population éthiopienne subit une sécheresse persistante en raison d'un manque de pluie depuis 2016, aggravée par le phénomène El Niño. Les conséquences sont des pénuries d'eau, des maladies, une situation d'insécurité alimentaire, de mauvaises récoltes et un taux de mortalité élevé parmi le bétail. La malnutrition aiguë augmente partout. Les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes sont particulièrement impacté.e.s. Pour faire face à ces défis majeurs, des projets d'aide humanitaire ont été mis en place.

Une approche qui fonctionne

Les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes souffrant de malnutrition et les mères allaitantes ont bénéficié d'un suivi médical et d'une alimentation

thérapeutique pour reprendre des forces. Pour réduire le risque d'insécurité alimentaire et de malnutrition, nous proposons aux familles des moyens alternatifs pour subvenir à leurs besoins et nous les préparons à faire face à de potentielles futures crises humanitaires. Tout aussi indispensables pour prévenir les maladies et les infections : l'eau potable et des installations sanitaires adaptées. C'est pourquoi Plan International accorde beaucoup d'attention à l'accès à ces installations.

Qu'avons-nous réalisé ?

- Nous avons pu atteindre 13.412 personnes – 1.987 hommes et 11.425 femmes – qui bénéficient d'activités de renforcement nutritionnel.
- Nous avons pu aider 27.890 personnes – 19.139 hommes et 8.751 femmes – qui bénéficient d'activités liées à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance.
- 23.400 personnes – 12.380 hommes et 11.020 femmes – ont désormais accès à un approvisionnement en eau potable.

Financement durable

Ce projet a été soutenu par le Consortium 12-12, dont Plan International Belgique est membre. Le Consortium 12-12 rassemble 7 organisations humanitaires qui fournissent une assistance dans le monde entier, en cas de crises graves ou de catastrophes naturelles. Notre action sur place n'aurait jamais pu être aussi rapide et efficace sans l'énorme générosité de milliers de personnes qui ont fait un don au Consortium 12-12.



NIGERIA

De jeunes enfants sauvé.e.s de la malnutrition

ODD	2, 3
BUDGET	663.415€
PÉRIODE DU PROJET	01/09/2017 - 31/12/2018



La révolte du groupe terroriste Boko Haram, qui a commencé dans le nord du Nigeria en 2009, a provoqué une crise humanitaire complexe dans la région du Sahel. Quatre pays sont désormais impliqués : le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun. Des millions de personnes ont fui la violence, dans un contexte également frappé par une crise environnementale. En 2018, 10,7 millions de civils, dont une majorité de femmes et d'enfants, avaient besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Rien qu'au Nigeria, 6 millions de personnes étaient concernées.

Une approche qui fonctionne

De septembre 2017 à décembre 2018, l'organisation a soutenu financièrement un projet d'aide alimentaire dans la région de Borno, au nord-est du Nigeria.

L'initiative a été lancée à la suite d'un appel à l'aide des Nations Unies par rapport à la famine imminente dans la région. Le projet s'est concentré sur une aide alimentaire pour les enfants de moins de 5 ans et sur le renforcement des capacités des équipes de soins de santé. Les villages ont également bénéficié d'un programme d'alimentation pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë.

En plus du projet soutenu par Plan International Belgique, les équipes de Plan International Nigeria et de leurs partenaires ont poursuivi leur travail, à travers des projets éducatifs pour les enfants, l'offre d'une aide alimentaire et un soutien financier aux familles.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 7.193 enfants ont bénéficié d'un traitement pour la malnutrition sévère.
- 6.240 femmes enceintes et mères allaitantes ont suivi des cours bimensuels autour de l'alimentation saine pour les jeunes enfants, avec notamment des démonstrations culinaires.

Financement durable

Ce projet a été possible grâce aux dons de la population belge récoltés à travers le Consortium 12-12 et au Samuel Freeman Charitable Trust.





UGANDA

Aide humanitaire aux populations réfugiées du Soudan du Sud et leurs communautés hôtes

ODD	2, 3
BUDGET	530.495€
PÉRIODE DU PROJET	01/07/2017 - 31/12/2018



Depuis décembre 2013, le conflit au Soudan du Sud a fait des milliers de morts. Plus de 4,5 millions de personnes ont été contraint.e.s de prendre la fuite, dont près de 90 % de femmes et d'enfants. L'Ouganda accueille le plus grand nombre de réfugié.e.s, en particulier dans le nord du pays et cet afflux a parfois conduit à des tensions avec les communautés hôtes, elles-mêmes confrontées depuis longtemps à des problèmes comme la malnutrition et le manque de soins médicaux. Les programmes financés par Plan International Belgique visent à améliorer les conditions de vie des familles de réfugié.e.s et de la population hôte, à travers la lutte contre la malnutrition infantile et le renforcement des soins de santé. Nos équipes œuvrent également à ce que les familles puissent produire elles-mêmes de la nourriture, en ces temps d'instabilité et de pénurie.

Une approche qui fonctionne

En premier lieu, nos équipes veillent à ce que ceux, celles qui en ont besoin reçoivent des soins médicaux de qualité. Dans les cas de malnutrition aiguë et d'infections graves, les patient.e.s sont transporté.e.s vers des hôpitaux spécialisés.

En parallèle, des bénévoles sont mis à contribution afin de diffuser des messages de sensibilisation sur la santé, l'hygiène et la nutrition. Des actions de prévention sont également menées au sein des communautés afin de pouvoir détecter et traiter les signes de malnutrition chez les enfants.

Enfin, des semences de qualité sont mises à la disposition des familles, afin de leur permettre de cultiver elles-mêmes, en toute autonomie, une variété d'aliments. A travers des groupes agricoles, ces familles apprennent des techniques agricoles efficaces et reçoivent du matériel de jardinage comme des houes, des pelles, des râteaux et des brouettes.

Qu'avons-nous réalisé ?

- Nos équipes ont atteint un total de 28.794 personnes, dont 13.052 Ougandais.e.s et 15.742 réfugié.e.s sud-soudanais.es.
- 13.947 femmes ont été formées aux modes d'alimentation sains pour les mères, les nourrissons et les jeunes enfants, ainsi que sur des thématiques liées à la santé et au genre.
- 984 enfants âgé.e.s de 5 à 59 mois ont subi des tests de détection du VIH/sida, 1.013 enfants ont reçu un traitement contre le paludisme, 173 ont été traité.e.s pour des infections des voies respiratoires et 521 pour des diarrhées. 286 enfants ont reçu un traitement contre les vers et 286 enfants ont reçu des suppléments de vitamine A.
- 5.986 hommes ont également bénéficié de séances de sensibilisation et de services de soins de santé.

Financement durable

Ce projet a été financé par des dons de la population belge récoltés à travers le Consortium 12-12.

PLAN INTERNATIONAL
PARTICIPE





**NOS PROJETS
EN ASIE**

Les enfants participent à une activité ludique dans leur jardin d'enfants, district de Pha Oudom (Laos).



LAOS

Les femmes gagnent en confiance et en indépendance

ODD	3, 5, 8
BUDGET	347.821,17 €
PÉRIODE DU PROJET	01/02/2016 - 31/01/2019
 	

La province de Bokeo, au Laos, est une région montagneuse proche de la frontière chinoise. Toujours plus de gens y travaillent dans des plantations commerciales. Des familles d'ouvrier.e.s y migrent depuis les régions avoisinantes. Or, le travail n'est pas sans risques. Les plantations utilisent des pesticides chimiques dont les ouvrier.e.s ne connaissent pas les dangers. Plan International veille à ce que les ouvrier.e.s soient informé.e.s des dangers potentiels ainsi que de leurs droits. En outre, les filles et les femmes se voient également offrir l'opportunité de gagner un revenu supplémentaire ou alternatif.

Les ouvrier.e.s des plantations n'ont pas la vie facile, et pour les femmes, le défi est encore plus grand. Le travail est physiquement dur, et même des femmes enceintes se retrouvent à travailler dans un environnement imprégné de pesticides. De plus, les filles et les femmes sont fréquemment confrontées au harcèlement sexuel et à la violence dans les villages. C'est pourquoi, depuis 2016, Plan International, ses partenaires ainsi que ses collaborateurs locaux œuvrent, dans et aux alentours des plantations, à protéger les ouvrier.e.s et leurs familles, en particulier les filles et les femmes. Ce travail n'est possible que grâce à la collaboration avec les communautés.

Une approche qui fonctionne

D'expérience, nous savons que le théâtre est un outil idéal pour transmettre des messages importants et pousser les gens à réfléchir de manière critique à leurs pratiques. Au Laos, cette approche a particulièrement bien fonctionné pour informer les habitant.e.s des villages sur les risques liés au travail dans les plantations, les conséquences sur leur santé, et notamment les différentes formes de violence auxquelles sont spécifiquement confrontées les filles et les femmes.

Outre le théâtre, la radio est un autre moyen efficace pour générer un impact social au Laos. Les stations de radio provinciales diffusent des programmes dans

lesquels elles parlent entre autres des conditions de travail et de la violence à l'encontre des filles et des femmes. Les auditeurs et auditrices sont encouragés à poser des questions.

Outre l'information et la sensibilisation, nous mettons en place des groupes d'épargne pour les femmes. Les groupes choisissent eux-mêmes leur but, par ex. une spécialisation dans le tissage traditionnel. Ces femmes perçoivent ainsi un revenu d'appoint propre tout en redécouvrant leurs traditions, qu'elles pourront à leur tour transmettre.

D'autres groupes optent pour la culture maraîchère ou de champignons ou l'élevage de poulets. Tous épargnent en vue d'investir dans de petites entreprises. Grâce à celles-ci, les femmes sont mieux considérées et gagnent en estime de soi et en indépendance économique. Elles se réunissent aussi pour s'informer de leurs droits, discuter de leurs problèmes et apprendre à se défendre.

Qu'avons-nous réalisé ?

- A travers le théâtre, plus de 7.000 habitant.e.s de 23 villages – dont approximativement 4.000 femmes et 2.500 enfants – ont été renseigné.e.s davantage sur leurs droits et les moyens de les faire valoir.
- Des émissions de radio informatives de stations locales bien suivies par les communautés ont reçu pas moins de 340 appels téléphoniques et 220 SMS d'auditeurs.trices avec des questions.
- 60 femmes, réparties dans 8 groupes d'épargne, économisent pour investir dans des activités génératrices de revenu autres que le travail dans les plantations, tout en gagnant en confiance et en indépendance.

Des partenaires locaux solides

Pour ce projet, Plan International Belgique travaille depuis 2016 en partenariat avec une solide ONG locale, [CAMKID](#).

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce projet a été réalisé grâce au financement de l'Union européenne et grâce aux donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



Avant, je travaillais dans une plantation de pastèques, mais les pesticides m'irritaient la peau et les yeux et j'avais souvent du mal à respirer. J'ai arrêté d'y travailler. Quand j'ai entendu parler de ce projet, j'ai eu hâte d'y participer. Je travaille en moyenne 3 à 4 jours à la confection d'un vêtement. Bien que cela me demande un certain temps, au moins maintenant j'apprécie mon travail. Je veux en apprendre plus sur les différents motifs et devenir une tailleur.e professionnelle.

Pheng, 55 ans, a désormais un revenu grâce au tissage



Des jardins d'enfants pour les plus vulnérables

ODD	4
BUDGET	432.179€
PÉRIODE DU PROJET	01/10/2016 - 30/09/2020

Le Laos reconnaît l'importance de l'enseignement (pré-)maternel, comme préparation à un parcours scolaire réussi. Cependant, tous les enfants ne bénéficient pas de ce système. Les enfants de minorités ethniques en particulier s'en voient souvent exclu.e.s. En effet, ils.elles vivent souvent dans des régions reculées et parlent des langues différentes de celle du reste du pays. En conséquence, au moment de commencer l'école primaire, ils.elles ont déjà accumulé un certain retard. Les chiffres indiquent qu'ils.elles quittent souvent prématurément l'école primaire en raison de leur manque de préparation. Pour remédier à ce problème, Plan International a mis en place des jardins d'enfants dans les communautés reculées où les enfants de minorités ethniques peuvent y développer toutes sortes d'aptitudes.

Une approche qui fonctionne

Dans 10 villages reculées des districts de Paktha et de Pha Oudom, dans la province de Bokeo, Plan International a mis en place des espaces de jeux communautaires pour les enfants de minorités ethniques, âgés de 3 à 5 ans. Ces enfants, filles et garçons, qui parlent une langue maternelle différente, y apprennent la langue laotienne, mais aussi l'alphabet et les chiffres. Ils développent également leurs capacités motrices, socio-émotionnelles et cognitives. Vingt bénévoles locaux.ales spécialement formé.e.s animent ces jardins d'enfants. Entre-temps, dans les 10 villages, Plan International travaille à créer une base de soutien pour cette initiative, afin qu'elle devienne un exemple durable pour le gouvernement.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 10 jardins d'enfants ont été mis en place dans 10 villages des districts de Paktha et Pha Oudom, dans la province de Bokeo.
- Dans ces espaces de jeux communautaires, plus de 300 enfants âgés de 3 à 5 ans améliorent leurs capacités motrices, socio-émotionnelles et cognitives afin de faciliter la transition à l'école primaire.
- Plus de 20 bénévoles locaux.ales ont suivi une formation spécialisée pour animer ces jardins d'enfants.

Financement durable

Ce projet est possible grâce aux donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.

VIETNAM

La ville en toute sécurité

ODD	4, 5
BUDGET	190.000€
PÉRIODE DU PROJET	01/10/2018 - 30/06/2020

Plan International a étudié la sécurité dans les villes du monde entier. Ses conclusions ? Les filles et les femmes se sentent souvent en insécurité dans les transports publics et/ou dans des stations et arrêts de bus. C'était aussi le cas à Hanoi ; Plan International y a donc lancé son projet 'Safer Cities for Girls'. Pour ce projet, Plan International a décidé de se concentrer sur les quartiers de Kim Chung et Hai Boi, où pas moins d'un quart des filles ne se sentent jamais ou rarement en sécurité dans les transports publics, contribuant à leur isolement.

Une approche qui fonctionne

Suite à une grande campagne de sensibilisation menée par deux groupes de jeunes – également connus sous le nom de 'Champions of Change', les autorités locales ont entrepris de nombreuses actions concrètes. C'est ainsi que les 'Champions of Change'

de l'université locale ont cartographié la sécurité des stations et arrêts de bus et transmis les résultats aux autorités responsables, accompagnés de leurs recommandations.

En collaboration avec les groupes de jeunes, du matériel a ensuite été développé pour sensibiliser les voyageurs.ses à la problématique du harcèlement sexuel et leur expliquer comment s'y opposer. Par ailleurs, Plan International soutient le personnel municipal dans la mise en œuvre des adaptations, en fonction des solutions proposées par les 'Champions of Change'.



J'ai grandi en ville. J'ai vu et vécu le harcèlement sexuel. C'est difficile à surmonter, mais j'ai pris mon courage à deux mains pour parler du problème à voix haute et chercher des solutions : j'ai rejoint les groupes de jeunes de Plan International Vietnam. Je pense que le harcèlement sexuel et la violence basée sur le genre viennent des idées anciennes. Nous les filles, nous devons être fortes et confiantes. Une personne seule n'a pas beaucoup d'influence, mais ensemble nous pouvons lutter contre le harcèlement sexuel à Hanoi !

Huong, 20 ans, 'Champion of Change'

Enfin, les chauffeur.e.s de bus et les inspecteur.rices suivent également des formations afin qu'ils.elles sachent comment réagir lorsqu'ils.elles sont témoins de harcèlement sexuel dans les bus.

Pour renforcer la prise de conscience autour de cette problématique dans l'enseignement, les directeur.rices et enseignant.e.s de 55 écoles primaires et secondaires ont eux.elles aussi suivi une formation. Ici, l'objectif est qu'une attention plus grande soit accordée à l'égalité des genres, la violence basée sur le genre et le harcèlement sexuel dans leurs programmes d'enseignement.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 1.468 directeur.rices et enseignant.e.s de 55 écoles primaires et secondaires ont participé à une formation à la sécurité pour les filles et les femmes.
- 2 groupes d'action 'Champions of Change' ont été créés à l'université locale, avec 30 filles et 20 garçons. Ces 50 'Champions of Change' se dédient principalement au plaidoyer politique.
- Au total, 12.154 filles, 13.667 garçons et 6.000 enseignant.e.s et membres du personnel scolaire ont été touché.e.s directement par le projet.

Des partenaires locaux solides

Pour ce projet, Plan International a pu compter sur un partenariat avec l'ONG [LIGHT](#).

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce projet est intégralement financé grâce aux donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique. Il cadre dans une initiative également soutenue par Plan International Allemagne et Plan International Australie.



Les enfants se protègent contre les catastrophes naturelles

ODD	4, 5, 13
BUDGET	2.591.427,32€
PÉRIODE DU PROJET	01/01/2017 - 31/12/2021
	

Il y a plus de 50 groupes ethniques au Vietnam, qui parlent des langues uniques en Asie du Sud-Est. Ces groupes, vivant dans des régions montagneuses reculées, n'ont pas toujours accès à une éducation de qualité et sont très vulnérables aux effets du changement climatique. Plan International Belgique, en collaboration avec ses partenaires, veille à ce que les enfants de ces groupes ethniques aient la possibilité de se développer dès l'enfance, mais aussi d'apprendre à se protéger et à protéger leurs familles contre les effets du changement climatique.

Une approche qui fonctionne

Dans les districts montagneux de Sin Ho (dans la province de Lai Chau) et de Kon Plong (dans la province de Kon Tum), l'accès à une éducation de qualité pour les enfants de minorités ethniques est souvent limité. De plus, ils.elles ne sont pas bien

préparé.e.s aux catastrophes naturelles croissantes et aux conséquences du changement climatique dans ces régions.

Ce programme de Plan International Belgique et de ses partenaires vise à changer la donne. Dans ces districts, les jeunes enfants, filles et garçons, peuvent désormais rejoindre des groupes de jeu ou aller à l'école maternelle pour y jouer et apprendre. Les parents bénéficient également d'un soutien pour pouvoir aider leurs jeunes enfants à se développer pleinement et leur offrir de meilleures opportunités. Quant aux élèves du primaire et du premier degré du secondaire, ils.elles apprennent déjà de manière ludique à faire face aux effets du changement climatique et proposent eux.elles-mêmes des solutions.

Les schémas traditionnels et les stéréotypes de genre sont toujours bien présents dans la société vietnamienne. C'est pourquoi le programme est très attentif à la dimension du genre : Plan International veille, par exemple, à ne pas confirmer les rôles stéréotypés des filles et des garçons, à encourager les pères à s'engager dans l'éducation de leurs jeunes enfants et à renforcer les filles et les jeunes femmes dans leurs rôles de leaders. Ces initiatives se passent en collaboration avec la très influente Vietnam Women's Union.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 40 groupes de jeu ont été mis en place pour les tout-petits (moins de 3 ans). Chaque mois, leurs parents se réunissent pour en apprendre plus sur le développement et la protection des jeunes enfants.



C'était la première fois que je participais, avec les enfants et leurs parents, à une formation sur la réduction des risques de catastrophes. Nous avons appris comment réagir en cas de catastrophe naturelle. Je pense que c'est bien que tout le monde soit impliqué pour pouvoir mieux travailler ensemble.

Monsieur Hung, professeur de primaire à l'école Ta Ngao, Province de Chai Lau

- 745 enfants âgé.e.s de 4 à 8 ans participent à des groupes de jeu et de lecture, qui les préparent à l'école primaire.
- 218 bénévoles locaux.ales ont suivi une formation pour accompagner les groupes de jeu et de lecture.
- 3.484 enfants peuvent jouer et apprendre dans des locaux adaptés et sûrs.
- 22 écoles primaires et secondaires ont élaboré leur propre plan d'action sur base du dossier pédagogique 'Safe Schools', avec lequel elles se préparent aux effets du changement climatique. On y réfléchit également à la manière dont les conséquences des catastrophes naturelles pourraient être réduites, et on s'y entraîne à réagir de manière optimale en cas de catastrophe.
- 216 bénévoles locaux.ales, 476 enseignant.e.s et 20 groupes d'élèves ont déjà été formé.e.s à la méthode 'Safe Schools'.

Des partenaires locaux solides

Pour ce projet, Plan International Belgique a collaboré avec [Vietnam Women's Union](#) et [Live & Learn](#).

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce projet bénéficie du soutien de la Coopération belge au développement et des donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



NOS PROJETS EN AMÉRIQUE LATINE



Plan International travaille avec des enfants en Équateur pour augmenter leur confiance en eux-mêmes.



ÉQUATEUR

Les jeunes font le choix d'un avenir sans violence

ODD	5
BUDGET	310.000€
PÉRIODE DU PROJET	01/07/2018 - 31/12/2020
	

Dans la ville équatorienne de Guayaquil, de violents cartels de la drogue sévissent dans le quartier de Nueva Prosperina. La drogue, la violence, les grossesses précoces et la faible présence des services publics compromettent sérieusement l'avenir des jeunes qui grandissent ici. Il est temps que cela change ! Sous la houlette de Plan International et de ses partenaires, les jeunes construisent leurs projets d'avenir. Des choix conscients et positifs, l'égalité de chances et de l'action concrète ... voilà la voie que veulent prendre ces jeunes !

Une approche qui fonctionne

Avec JUCONI, une organisation du quartier qui s'investit pour l'inclusion des jeunes les plus vulnérables, nous avons créé des clubs pour adolescent.e.s. Dans ces clubs, les jeunes obtiennent de l'information sur l'égalité de droits pour garçons et filles et d'autres thèmes socialement pertinents. De plus, on y aide les jeunes à réfléchir à l'attitude qu'ils veulent prendre dans la vie, les objectifs qui comptent à leurs yeux et les mesures concrètes à prendre pour les atteindre. Au cours de ces ateliers, de nombreux jeunes réalisent qu'ils/elles ont réellement le choix de tracer leur chemin et de poursuivre leurs rêves. Certain.e.s rêvent de commencer une formation universitaire, d'autres de travailler dans certains secteurs, comme le tourisme, la gastronomie, etc. À leur tour, elles.ils inspirent d'autres jeunes de leur quartier et plaident notamment pour de meilleurs services publics et un appui de la part du gouvernement. Ils mettent sur pied des projets et des activités dans leur quartier autour de thèmes qui les concernent et dont ils ont débattu dans les clubs.

Parce que l'échange universel est primordial, JUCONI a organisé en 2018 une rencontre entre 5 jeunes Belges et des jeunes Équatorien.ne.s, en collaboration avec YOUCA, l'organisation qui cofinance le projet. Cette rencontre a eu lieu en Équateur en juillet 2018. Par la suite, 12 jeunes Équatorien.ne.s sont venu.e.s en Belgique pour y rencontrer de jeunes Belges en octobre 2018. Les jeunes ont discuté de leurs points communs et de questions telles que : qu'est-ce que nous trouvons important ? Qui sont nos modèles ? Que pouvons-nous décider par nous-mêmes ? Quels sont nos rêves ? De quoi avons-nous besoin pour les réaliser ?

Nous collaborons également de près avec des initiatives locales, dans le but de sensibiliser les jeunes à la problématique des grossesses précoces et de les prévenir. En outre, ce projet prévoit des soins et des conseils juridiques pour les filles et les jeunes femmes victimes d'abus et de violence.

(Apprendre à) débattre de divers sujets dans les clubs de jeunes permet aux adolescent.e.s du quartier d'acquérir de multiples connaissances et compétences. Un véritable développement personnel !

- Elles.ils prennent confiance en elles.eux-mêmes et sont plus actif.ve.s socialement.
- Elles.ils renforcent activement leurs compétences participatives par l'échange, la mise en place de projets (individuels ou collectifs), la prise d'initiative dans les conseils scolaires, etc.
- Elles.ils étoffent leurs connaissances et compétences autour des droits sexuels et reproductifs.
- Elles.ils utilisent les connaissances acquises dans la lutte contre la violence sexiste.
- Elles.ils choisissent résolument d'œuvrer à un avenir dans lequel les filles et les jeunes femmes aient tout autant l'initiative et la parole.
- Elles.ils inspirent d'autres garçons et filles en organisant des activités.



Je constate que les jeunes ont connu un changement positif. Elles.ils se montrent désormais critiques face aux inégalités hommes-femmes. Elles.ils connaissent bien leurs droits et s'empressent de transmettre ces connaissances à leurs amis et leur famille. Dans ce projet, nous faisons plus que fournir des informations. Nous proposons des outils pour aider les jeunes à renforcer leurs capacités. Ceux-ci leur permettent de mener les changements dans leur vie.

Benny, conseiller, JUCONI



Qu'avons-nous réalisé ?

- 6 clubs de jeunes ont été créés, auxquels ont adhéré au total 90 adolescentes et 75 adolescents âgé.e.s de 15 à 19 ans.
- Grâce aux nombreuses activités et initiatives des jeunes, ces clubs ont pu toucher 10.089 adolescent.e.s et 3.766 adultes.
- 36 professionnel.le.s de la santé ont suivi une formation spécifique sur le genre et l'égalité des chances.
- 8 jeunes ambassadeur.rices (5 filles et 3 garçons) ont participé à un événement contre la violence à l'égard des femmes, organisé par une initiative de la communauté sous le nom 'Amie, tu n'es pas seule', dans le cadre du manifeste autour du 'droit des femmes à vivre sans violence'.
- 8 jeunes ambassadeur.rices ont présenté leurs propositions aux responsables de la ville de Guayaquil.

Des partenaires locaux solides

Plan International Équateur a un partenariat à long terme avec [JUCONI](#).

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce projet a été cofinancé par [YOUCA](#), une organisation pour et par les jeunes, qui les encourage à œuvrer ensemble à une société durable et équitable, et les donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



Rétablissement d'une région après le séisme

ODD	5, 8
BUDGET	400.727,87 €
PÉRIODE DU PROJET	01/02/2017 - 31/08/2020



Le 16 avril 2016, un tremblement de terre d'une magnitude de 7,8 sur l'échelle de Richter a frappé la côte nord de l'Équateur, avec des conséquences désastreuses et notamment 600 morts. Les provinces de Manabí et Esmeraldas ont le plus souffert. Pour limiter les conséquences négatives, Plan International a immédiatement répondu par une aide humanitaire. Elle a été suivie d'une aide visant à limiter les dommages économiques, remettre en route le système éducatif et offrir un soutien psychosocial et émotionnel.

Au lendemain de la catastrophe naturelle, de nombreuses familles ont été confrontées à des défis sur le plan de l'éducation, des soins et de la protection de

leurs enfants. Les maigres ressources disponibles, notamment pour la prévention de la violence sexiste et des grossesses précoces, se sont faites encore plus rares. Cela complique le retour à la vie quotidienne pour de nombreuses familles.

Une approche qui fonctionne

Dès lors, le projet de Plan International se dédie au rétablissement des moyens de subsistance, à travers l'autonomisation des familles et le soutien à la création de nouvelles entreprises lancées par des jeunes mères. Ceci leur permet de subvenir aux besoins de leurs jeunes enfants, qui partent dès lors sur de meilleures bases. Par ailleurs, dans 8 communautés du canton de Pedernales à Manabí, les parents suivent des ateliers sur la parentalité positive et les techniques éducatives. Celles-ci ont pour objectif un développement optimal de leurs plus jeunes enfants. Par ailleurs, pour prévenir les abus sexuels sur les enfants, les enseignant.e.s des écoles primaires suivent des ateliers sur l'importance de l'éducation sexuelle.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 192 enseignant.e.s des écoles primaires ont été sensibilisé.e.s à l'importance de l'éducation sexuelle pour prévenir les abus sexuels sur les enfants.

- 170 adultes et 210 enfants ont participé à des ateliers sur la parentalité positive.
- 63 femmes font partie d'entreprises coopératives féminines.
- Dans 3 communautés, les jeunes mères unissent leurs forces pour créer 3 entreprises (2 entreprises de services et de vente de produits de nettoyage et une entreprise de conditionnement de crevettes).
- Le projet a été déployé plus largement, pour toucher désormais 8 communautés.

Financement durable

Ce projet a été financé par les donateurs et donatrices de Plan International Belgique, qui ont contribué au fonds d'aide d'urgence de Plan International Belgique.



Au cours des ateliers, j'ai appris comment stimuler le développement de mon enfant, comment le protéger et bien le soigner. Maintenant, je sais aussi comment nourrir mon bébé en fonction de son âge.

Fatima, mère d'un bébé de 11 mois



BOLIVIE

Développement des tout-petits et enseignement inclusif et qualitatif pour les écolier.e.s

ODD	2, 3, 4, 5, 8
BUDGET	2.467.217€
PÉRIODE DU PROJET	01/01/2017 - 31/12/2021
  	

Les enfants vivant dans des zones rurales ou isolées ont un accès limité à des services de qualité et à un enseignement inclusif et qualitatif. Plan International et ses partenaires veillent à ce que ces enfants puissent bénéficier du droit à une éducation inclusive et de qualité, mais également grandir dans un environnement stimulant, protecteur et non violent.

Malgré l'existence d'une politique spécifique autour des droits de l'enfant et d'une loi pour un enseignement inclusif et qualitatif, leur mise en œuvre présente de grandes lacunes. L'importance des soins et du développement des jeunes enfants est encore insuffisamment reconnue, ce qui impacte ensuite l'éducation préscolaire et maternelle. Dans les écoles secondaires aussi, offrir à tous les élèves un enseignement inclusif et de qualité constitue un défi

majeur. Dès lors, beaucoup d'élèves arrêtent l'école, avec des taux d'abandon remarquablement plus élevés dans les zones rurales.

Une approche qui fonctionne

Protection

En collaboration avec son partenaire local PROMETA, Plan International Belgique s'investit pour la mise en place d'une éducation de qualité et de soins, dans un environnement stimulant, protecteur et non violent, pour les enfants de 0 à 8 ans en Bolivie. Nous organisons des visites à domicile dans de jeunes familles et mettons sur pied des garderies pour les tout-petits. Nous organisons également des ateliers à l'intention des parents, et en particulier des pères, autour de la parentalité positive et des techniques éducatives. À ce niveau, une étude est actuellement en cours autour de la 'masculinité positive', en collaboration avec d'autres ONG belges actives en Bolivie.

Un autre volet consiste à former des fonctionnaires à l'adoption d'une approche intégrée du développement des jeunes enfants. Quant aux gouvernements locaux aux niveaux municipal, régional et national, ils sont encouragés à assumer leurs responsabilités dans ce domaine.

Enseignement

Par ailleurs, notre partenaire FAUTAPO aide les écolier.e.s issu.e.s de groupes vulnérables de la population à obtenir un diplôme de l'enseignement secondaire et technique. Dans cet objectif, des ateliers sont organisés pour sensibiliser les enseignant.e.s, les élèves et les parents à l'importance de l'enseignement secondaire, en particulier pour les groupes vulnérables. Une attention est également portée aux droits sexuels et reproductifs à l'école, car les grossesses précoces sont un problème persistant.

À l'école, on aide les élèves à définir leur projet de vie et on les accompagne, notamment par le biais de cours pratiques adaptés aux opportunités d'emploi locales. En effet, les jeunes sont encouragés à développer un projet socio-productif répondant à une demande ou un besoin de leur région. Ils.elles peuvent compter sur le soutien de leurs parents et de leurs enseignant.e.s. Parallèlement, nous effectuons un travail de sensibilisation auprès des décideur.e.s politiques pour qu'ils.elles soutiennent les nouvelles dynamiques éducatives et productives qui se mettent en place.

Comme préconisé par la loi spécifique sur l'enseignement inclusif et qualitatif mentionnée plus haut, nous avons travaillé en étroite collaboration avec les autorités traditionnelles des peuples aymara et quechua pour élaborer les programmes éducatifs qui tiennent compte des aspects culturels de ces peuples. Dans le contexte socioculturel bolivien, il est en effet essentiel de valoriser cette dimension.

Qu'avons-nous réalisé ?

- 424 filles et 440 garçons âgé.e.s de 0 à 8 ans ont pu jouer et apprendre, dans un espace spécialement prévu à cet effet. Ils.elles bénéficient ainsi d'une préparation optimale à l'école primaire.
- Les promoteurs communautaires de la santé ont effectué plus de 240 visites à domicile dans des familles vulnérables.
- 926 mamans et 106 papas ont participé à des ateliers autour de la protection des enfants, la nutrition, la santé, l'éducation et l'égalité de genre.
- 130 fonctionnaires et travailleur.se.s de la santé ont suivi une formation complémentaire autour du développement intégral de l'enfant.
- Plus de 2.000 élèves du cycle secondaire ont participé aux élections des conseils de l'école.
- Plus de 200 élèves, 131 enseignant.e.s (64 femmes et 67 hommes) et 904 parents ont participé à un atelier destiné à offrir aux jeunes en dernière année de secondaire un meilleur départ sur le marché du travail.



J'habite seul. J'effectue des travaux de nettoyage pour subvenir à mes besoins. L'équipe de Plan International m'a fait comprendre qu'étudier est capital si je veux trouver un bon travail un jour. Plus tard, j'aimerais être médecin.

Johnny, 17 ans, Bolivie

- ▶ [Les groupes de parents de Plan International](#)
- ▶ [Les jeunes enfants bénéficient d'un suivi dans un centre d'accueil](#)
- ▶ [Sabina, promotrice de la santé, change sa communauté](#)
- ▶ [Les jeunes aident à élaborer la politique de l'école](#)

Des partenaires locaux solides

Plan International Belgique met en place ce projet sur le terrain, avec les organisations locales PROMETA et FAUTAPO.

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financements durables

Ce projet a vu le jour grâce au soutien de la Direction générale de la coopération au développement et aide humanitaire (DGD) et des donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.



NOS PROJETS EN BELGIQUE



Des jeunes bruxellois.e.s du projet «BruxELLES» dénoncent le harcèlement sexuel dans les transports publics.



J'ai le sentiment que la voix des jeunes n'est pas souvent entendue dans les médias. C'est pourquoi les jeunes n'ont pas l'air de s'intéresser à des sujets importants, alors que c'est tout le contraire. Je pense qu'une trop grande distance s'est creusée entre la politique et les jeunes. C'est un monde composé uniquement d'adultes qui utilisent un vocabulaire complexe. Les jeunes ont peur de ne pas être pris.es au sérieux. L'image qu'ils.elles se font des femmes et hommes politiques est celle de personnes inaccessibles. Avec ce projet, nous avons certainement fait un grand pas en avant pour réduire la distance entre les politicien.ne.s et les jeunes.

Yousri, 18 ans, jeune activiste et membre du Conseil d'administration de Plan International Belgique

BruxELLES : Les jeunes brisent le tabou du harcèlement sexiste et des violences sexuelles

ODD	5
BUDGET	14.779,41€
PÉRIODE DU PROJET	01/02/2018 - 30/06/2019
 	

Le projet pilote de *Safer Cities* BruxELLES a démarré l'année dernière, avec le soutien de Canon Belgique, Canon Europe et equal.brussels. À travers la photographie, 14 jeunes Bruxellois.es (14 à 20 ans) ont attiré l'attention sur des sujets comme le harcèlement sexuel dans l'espace public. Ils.elles ont été préparé.e.s par Plan International et Canon, tant sur le plan du contenu que technique, à mobiliser décideurs.ses politiques et autres groupes cibles en faveur du changement. Diverses activités ont en outre eu lieu l'année dernière.

Dans des villes comme Delhi, Kampala, Melbourne ou Lima, des milliers de jeunes se sont rendu.e.s sur la plateforme « *Safer Cities* » et ont indiqué des endroits qu'il.elle.s aimaient, évitaient, où ils.elles se sentaient en sécurité ou en danger. En effet, le harcèlement sexuel est un fléau mondial, contre lequel Plan International a déclaré la guerre dans plus de 70 pays – dont la Belgique, où se déroule actuellement le programme « *Safer Cities* », qui a vu le jour au Vietnam et en Ouganda.

En avril 2019, pour la première fois, une résolution autour du harcèlement sexuel dans les transports publics a été approuvée à l'unanimité par le Parlement bruxellois. Cette résolution a été élaborée par les jeunes eux/elles-mêmes. C'était d'ailleurs la première fois que des jeunes étaient invité.e.s en tant qu'expert.e.s à une audition au Parlement bruxellois. La résolution, qui contient diverses mesures contre le harcèlement sexuel dans l'espace public, est donc basée sur les recommandations de ces jeunes.

Les jeunes demandent notamment à être mieux impliqué.e.s dans l'ensemble du processus décisionnel, quand celui-ci a un impact sur leur vie quotidienne. Ils recommandent aussi la formation du personnel de transport, afin qu'il ait les bons réflexes en cas de harcèlement sexuel.

 [Les jeunes à la base d'une résolution bruxelloise](#)



En mai 2019, trois jeunes du projet BruxELLES ont été invité.e.s à Bonn pour aborder ce sujet au SDG Global Festival des Nations Unies.

 [Les jeunes parlent de harcèlement sexuel au SDG Global Festival](#)

En juin 2019, en collaboration avec la STIB, nous avons lancé une campagne de sensibilisation pour lutter contre le harcèlement sexuel dans les transports publics. La victime de harcèlement sexuel n'est pas la seule à pouvoir agir ; les témoins, en particulier, devraient réagir plus souvent. Dans cette optique, nous avons diffusé des conseils sur la meilleure réaction à avoir en tant que témoin.



 [Harcèlement sexiste : comment réagir comme témoin ?](#)

 [La réalisation du projet BruxELLES](#)

Financement durable

Ce projet a été possible grâce au soutien de Canon Belgique, Canon Europe, equal.brussels et des donateurs et donatrices fidèles de Plan International Belgique.

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.





École des droits de l'enfant / School for Rights

ODD	4
BUDGET	86.170,98€
PÉRIODE DU PROJET	01/01/2017 - 31/12/2021



En familiarisant les enfants et les jeunes dès leur plus jeune âge à leurs droits, vous les aidez à développer des valeurs, des comportements et des compétences spécifiques qu'ils.elles peuvent appliquer par la suite dans la vie de tous les jours : collaborer, assumer des responsabilités, défendre leurs droits et les droits d'autrui, etc. Quand une école travaille avec les droits de l'enfant, elle leur permet d'apprendre dans un environnement stimulant, éveillant leur esprit au monde et facilitant les interactions avec leurs pair.e.s. C'est pourquoi Plan International Belgique et ses partenaires appuient leurs actions sur l'éducation aux droits de l'enfant. Avec les élèves, les enseignant.e.s et la direction, nous proposons un parcours qui permet de développer une culture des droits de l'enfant au sein de l'école. À la fin de celui-ci, l'école peut même recevoir un Label des Droits de l'Enfant et devenir une 'Ecole des droits de l'enfant/School for Rights'.



C'est ainsi que le 21 novembre 2018, l'École des étoiles' de Bruxelles a obtenu le label des droits de l'enfant des mains de notre directrice Régine Debrabandere et de Bernard Devos, Délégué général aux droits de l'enfant de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le 23 juin dernier, l'école GBS De Vlieger à Kasterlee a elle aussi obtenu le label, des mains de Mieke Casier, présidente de l'Assemblée générale de Plan International Belgique. Les droits de l'enfant y ont été appliqués de différentes manières : cours sur les droits de l'enfant, différents cercles de conversation où les enfants ont pu s'exprimer... Les enfants ont notamment été encouragés à aider à réaliser les droits des autres enfants.



Il est primordial que les enfants soient conscient.e.s de leurs droits, si on veut qu'ils.elles deviennent des individus autonomes dans la société, dotés d'une solide dose de confiance en eux.elles et d'assertivité, grâce à la connaissance qu'ils.elles ont de leurs droits. En outre, cette confiance en soi fondée sur leurs droits leur fera réaliser que les droits impliquent également des responsabilités.

Tine Moorkens, institutrice maternelle, GBS De Vlieger à Kasterlee

Parfois, je raconte quelque chose à mes ami.e.s, et s'ils.elles trouvent mon opinion bizarre, je leur dis : 'Ça n'a pas d'importance, j'ai le droit d'avoir mon opinion'.

Charlotte, 11 ans, élève de l'école GBS De Vlieger à Kasterlee

Des partenaires experts

Ces parcours ont vu le jour grâce à un partenariat unique entre Plan International Belgique, [KIYO](#), [Djapo](#), [DGDE](#) et [VIA Don Bosco](#). Chacune de ces organisations possède une expertise spécifique dans le domaine des droits de l'enfant.

Plus d'informations sur nos partenaires à la fin de ce document.

Financement durable

Ce projet a été financé par la Coopération belge au développement.



Plaidoyer politique en Belgique

Au cours de l'été 2018, dans la perspective des élections 2019, l'équipe de Plan International a élaboré des notes stratégiques contenant les principales priorités de Plan International Belgique à l'attention des responsables politiques belges. Ces notes traitaient de diverses questions :

- La nécessité de considérer les droits des enfants comme des questions transversales dans la coopération au développement et les affaires étrangères.
- Le droit à une éducation inclusive et de qualité, et à la protection contre la violence sexiste dans le cadre de l'aide au développement.
- Le lien entre le changement climatique et l'éducation des filles dans les pays partenaires.
- L'intégration d'une approche basée sur les droits de l'enfant dans les systèmes éducatifs belges flamands et francophones.

Ces documents stratégiques ont été largement diffusés via les réseaux sociaux et envoyés directement aux acteurs clés. En outre, notre équipe de plaidoyer politique a contribué à l'élaboration de recommandations politiques pour les plateformes dont nous sommes membres : Educaid.be, Kireco... Nous avons également rencontré des représentant.e.s des principaux partis politiques belges pour leur présenter nos priorités.

À l'occasion de notre 35e anniversaire, nous avons organisé 2 débats politiques, l'un en français et l'autre en néerlandais. Les représentant.e.s des 10 principaux partis belges (CdH, CD&V, Ecolo, Groen, MR, Open Vld, PS, sp.a, DéFi et N-VA) ont soutenu nos recommandations. Notre objectif était de faire en sorte que les nouveaux gouvernements issus des élections de 2019 appuient nos priorités aux niveaux fédéral, régional et communautaire.



Nous sommes satisfait.e.s des nombreux engagements pris par les différents partis durant la campagne électorale. Nous espérons que les nouveaux gouvernements les traduiront en une politique efficace en faveur des droits de l'enfant et de l'égalité de genre.

Roméo Matsas, Senior Policy Adviser, Plan International Belgique

LA PAROLE EST À NOS VOLONTAIRES, ET À NOS MARRAINES ET PARRAINS PLAN



Chez Plan, on s'efforce de collecter et de traduire les correspondances pour les faire parvenir aux Filleul.e.s Plan, et ça, c'est un petit plus rassurant pour les sponsors.

Marie-Pierre, Marraine Plan et volontaire chez Plan International Belgique

Marie-Pierre est Marraine Plan chez Plan International Belgique depuis 1997. En plus, depuis 2014, elle soutient notre organisation en tant que volontaire. Au moment où elle a pris sa retraite, pas question pour elle de rester à ne rien faire. Elle voulait non seulement travailler à son propre bonheur, mais aussi s'investir pour celui des autres. En tant que Marraine Plan, son choix de s'investir pour Plan International était logique. Trois autres facteurs ont joué : « *Travailler pour une organisation fiable, le contact avec des collègues et un travail administratif qui ait du sens.* » Ses expériences positives en tant que Marraine Plan l'ont confortée dans sa décision. « *Chez Plan, on s'efforce de collecter et de traduire les correspondances pour les faire parvenir aux Filleul.e.s Plan, et ça, c'est un petit plus rassurant pour les sponsors.* » En tant que volontaire, son plus grand plaisir est d'aider un maximum les employé.e.s. Elle apprécie de pouvoir contribuer au choix et à l'évolution de ses tâches. De son travail bénévole, elle retiendra toujours l'amabilité des collègues et l'autonomie qui lui est accordée.

Le Parrainage Plan de Marie-Pierre, lui, remonte à 22 ans déjà. L'approche individuelle du.de la Filleul.e Plan est primordiale à ses yeux. Quand ses enfants avaient le même âge que son.sa Filleul.e Plan, ils lui envoyaient régulièrement des lettres et des dessins. Mais en dehors de cette implication personnelle dans la relation avec le.la Filleul.e Plan, elle souligne surtout les effets du parrainage sur le village et la communauté de l'enfant. « *On se rend compte que toute la communauté profite aussi des réalisations de Plan* ». Chez Plan International, elle apprécie le lien clair entre les contributions et les efforts déployés sur le terrain, ainsi que l'importance croissante accordée à l'égalité de genre. Elle soutient pleinement nos projets qui font avancer la cause des filles, par l'éducation, la lutte contre les mariages précoces et les mesures pour leur indépendance financière.



Les enfants sont notre avenir et notre richesse. C'est pourquoi tant ici que dans les pays où nous menons des projets, les enfants doivent se voir offrir toutes les chances de se développer.

Bert, Parrain Plan et volontaire chez Plan International Belgique

Bert est lui aussi Parrain Plan et volontaire chez Plan International Belgique. Avec son groupe de volontaires à Malines, il fait connaître les actions de Plan International Belgique dans sa région. Grâce à leur participation au conseil de coopération au développement 'Mechelen Mondiaal', ils.elles parviennent à organiser quelque 8 activités par an.

Son choix pour Plan International Belgique découle d'une longue tradition. « *Dans notre famille, s'investir pour les 'œuvres caritatives' - Moeders voor moeders, Médecins sans frontières, Amnesty International, etc. - est une tradition. Mais le lien que vous établissez avec votre Filleul.e Plan, grâce aux photos et aux lettres, reste tout à fait particulier et spécifique à Plan International.* » En tant que volontaire, il tire énormément de satisfaction de ses contacts avec les Mairaines et Parrains Plan lors d'événements et de festivals. Les histoires de Parrains et Mairaines Plan qui ont visité un projet et ont pu découvrir sur place le fonctionnement de Plan International le touchent toujours autant.

Les projets qui lui tiennent le plus à cœur sont ceux qui contribuent à une éducation de qualité et à l'égalité de genre, ou encore ceux qui combattent les mariages précoces. L'utilisation de matériel d'action pour les enfants et les discussions avec les parents dans les écoles lui ont fait constater que ces thèmes comptent aussi pour le reste de la population belge. Ce qui a toute son importance : « *Les enfants sont notre avenir et notre richesse. C'est pourquoi tant ici que dans les pays où nous menons des projets, les enfants doivent se voir offrir toutes les chances de se développer.* »

LA PAROLE EST À NOS ENTREPRISES PARTENAIRES

Ensemble vers l'entrepreneuriat solidaire

Merci aux plus de 1.000 entreprises qui ont soutenu Plan International Belgique, chacune à leur manière ! Elles sont nombreuses à nous apporter un soutien similaire à celui de nos donateurs individuels (via le parrainage Plan ou le soutien à un projet), mais des partenariats de plus grande ampleur nous permettent aussi de lever les fonds nécessaires pour combler le budget de nos projets financés par les institutions publiques (dans la plupart des cas, les financements publics s'élèvent à 80 % du budget total du projet et nous récoltons les 20 % restants auprès des entreprises et des particuliers).

Avec nos entreprises partenaires, nous cherchons constamment des façons innovantes de créer un maximum d'impact pour les enfants et nous nouons des partenariats qui vont au-delà d'un simple soutien financier.

Nous attendons aussi de nos entreprises partenaires qu'elles défendent les mêmes normes et valeurs que Plan International. Nous collaborons dès lors avec Forum Ethibel, qui réalise une analyse de durabilité pour chaque partenariat de grande ampleur. Sur la base des informations fournies, nous recevons un rapport détaillé que nous discutons ensuite avec la potentielle entreprise partenaire.

Prêt.e à vous lancer dans l'entrepreneuriat social pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD) ?

Alors poursuivez votre lecture et laissez-vous inspirer par les différents projets que nous avons réalisés avec nos entreprises partenaires. Envie d'en savoir plus sur les possibilités de partenariat ? Découvrez dans le tableau ci-dessous les différentes façons de collaborer avec nous.



Parrainage Plan

Les entreprises, petites ou grandes, peuvent aussi parrainer un.e enfant à partir de 30€ par mois. En nouant des liens uniques, elles soutiennent nos projets dans la région de leur Filleul.e Plan.



Soutien à un projet

Les entreprises soutiennent un projet spécifique dont le thème est lié à leur champ d'expertise et d'intérêt.



Engagement des employés

Les entreprises nous soutiennent en impliquant leurs employés dans le cadre d'initiatives de *crowdfunding* et d'activités de *teambuilding* comme les *Urban Trails*.



Action marketing liée à une cause

Les entreprises associent la vente d'un produit à un don pour Plan International Belgique (par exemple, pour chaque produit vendu, 5 % du prix est reversé à un de nos projets).



Soutien pro bono

Les entreprises nous font bénéficier de leur temps et de leur expertise, comme des conseils juridiques ou RH.



Soutien logistique

Par le don ou prêt de matériel pour nos événements, nos projets ou nos bureaux (par exemple, une caméra VR), les entreprises investissent aussi dans nos projets.



Des questions ?

Contactez notre équipe en charge des partenariats avec les entreprises à l'adresse corporates@planinternational.be pour plus d'informations ou pour discuter d'un projet sur mesure.

Suivez nos partenariats sur :



notre page [LinkedIn](#)



notre [page web](#)



ou inscrivez-vous à notre [newsletter mensuelle](#) pour les entreprises pour découvrir comment d'autres entreprises collaborent avec nous



Nous nous réjouissons de constater que les entreprises font preuve d'un réel engagement et s'intéressent à des partenariats qui vont au-delà du soutien financier comme c'était le cas auparavant. Ensemble, nous cherchons activement des liens avec les objectifs et plans d'action des deux partenaires et nous essayons au maximum d'impliquer toutes les parties prenantes (personnel, clients, fournisseurs, etc.). Nous construisons ainsi un partenariat durable basé sur des normes et valeurs communes.

Jochem Roels, Directeur corporate partnerships et major donors

À LA UNE

« Unmute », premier événement de networking pour les entreprises

Le 13 mars 2019, Plan International Belgique a organisé à Bruxelles son premier événement de networking pour les entrepreneur.e.s solidaires. Les participant.e.s ont d'abord été accueilli.e.s pour un voyage fictif au Vietnam au comptoir d'enregistrement de notre partenaire Connections.

Après le discours d'ouverture sur la digitalisation de Steven Van Belleghem, membre de notre Conseil d'administration, deux jeunes activistes belges et une jeune activiste vietnamienne de Plan International ont pris la parole. Les jeunes ont raconté leur participation aux projets Safer Cities en Belgique et au Vietnam et ont terminé par une création personnelle : un poème en musique. Le chef Quyen (propriétaire de Little Asia) a gâté les convives avec un menu vietnamien trois services. Grâce à un casque de réalité virtuelle, les participant.e.s ont aussi découvert notre projet Safer Cities au Vietnam avec une vidéo de réalité virtuelle à 360° réalisée par l'entreprise Yondr. La chanteuse Coely a ensuite clôturé la soirée sur une note musicale. Les bénéfices de cet événement ont été intégralement reversés à notre projet pour améliorer la sécurité à Hanoi, la capitale vietnamienne.

Nous remercions Adecco, All Yours et BDO Belgium d'avoir fait les trois offres les plus généreuses lors de notre vente aux enchères. Et un tout grand merci aux sponsors de l'événement, en particulier Steven et Quyen, qui nous ont offert leurs services pro bono.

 [Apprenez-en plus sur cet événement](#)



Lors de cet événement, des jeunes ont pris la parole, partagé leur expérience et inspiré les participant.e.s. J'ai été très impressionné de voir que les jeunes ont eux-mêmes pris l'initiative d'agir pour l'égalité de genre.

Steven Van Belleghem, conférencier international et membre de notre Conseil d'administration



Crème de la Crème, un partenaire délicieusement solidaire

« Crème de la Crème » a relevé un pari osé : la marque de glace hasseltoise a commercialisé deux nouveaux parfums 100 % bio et a lié cette nouvelle gamme à une bonne cause pour la fin de l'année 2018.

La glace a été vendue dans les supermarchés Delhaize et pour chaque pot de glace vendu, l'entreprise a reversé 0,50€ à notre projet au Niger. Les emballages étaient en carton 100 % recyclé et les consommateurs et consommatrices pouvaient y lire comment leur achat permettait aux enfants du Niger de prendre leur avenir en main.



Avec le slogan «Eat good, do good», nous souhaitons transmettre notre mission. Nous avons le luxe de pouvoir profiter d'une bonne glace et nous voulions que d'autres puissent en profiter également, en partageant une partie des bénéfices. Plan International a réagi avec beaucoup d'enthousiasme à notre projet et nous a permis d'aider spécifiquement des enfants souffrant de malnutrition au Niger.

Rik Zweegers, gérant de Crème de la Crème

 [Apprenez-en plus sur ce partenariat](#)



Chaque agence Connections parraine un.e enfant

En tant qu'entreprise qui parraine 35 Filleul.e.s Plan, le tour opérateur offre à tou.te.s les Parrains et Mairaines Plan de Belgique un code de réduction unique, fourni dans leur farde de bienvenue. En utilisant ce code lors de la réservation d'un voyage individuel ou d'une visite à leur Filleul.e Plan avec Connections, les frais d'administration sont offerts ou les Parrains et Mairaines peuvent choisir de faire don de ce montant aux projets de Plan International.

En tant que tour opérateur, Connections réduit aussi les coûts opérationnels de Plan International grâce à un soutien logistique. En 2018, l'entreprise a sponsorisé six vols pour le lancement de notre nouveau projet Safer Cities au Vietnam. Un coût opérationnel qui, grâce au soutien de Connections, a été réinvesti dans le projet.

De plus, chaque agence affiche une bannière pour informer ses client.e.s de notre partenariat.

 [Apprenez-en plus sur ce partenariat](#)



Chez Connections, nous sommes chez nous partout dans le monde. Toujours à la recherche de nouvelles expériences, mais dans le respect de la population locale. Parrainer des enfants et contribuer à un monde meilleur étaient une étape logique pour nous.

Ronny Bayens, CEO de Connections

NOS PARTENARIATS SUR MESURE : QUELQUES NOUVEAUX PROJETS



Litiguard : Sponsoring du prix belge des droits de l'enfant en 2018

Un jury national de 20 jeunes a analysé les candidatures de 25 organisations et a décerné fin 2018 le prix belge des droits de l'enfant à Habbekrats. Cet événement a bénéficié du soutien financier du cabinet d'avocats Litiguard.



Golazo : Engagement des employé.e.s à travers le sport

Chaque participant.e aux Urban Trails, organisés par Golazo, peut verser 5€ supplémentaires à nos projets. Lors de chaque Urban Trail, Golazo fait aussi don d'un montant fixe à nos projets de sport. De plus, le personnel de diverses entreprises a soutenu Plan International Belgique en prenant part à ce teambuilding sportif au sein de notre Run Team. Le 17 juin 2019, nous avons aussi annoncé lors d'une conférence de presse le partenariat entre l'AG Mémorial Van Damme (filiale de Golazo) et Plan International Belgique. À partir de septembre 2019 (année fiscale suivante), nous organiserons des actions communes pour récolter des fonds pour notre projet de sport au Sénégal, à savoir :

- La vente de tickets VIP (20 % des revenus sont reversés au projet).
- L'Equal Rights Run, course symbolique de 100 m organisée juste avant le début du programme officiel. Les entreprises peuvent ainsi acheter un couloir pour participer à la course.



Journée d'action Youca

Le 18 octobre 2018, plus de 15.000 jeunes ont quitté les bancs de l'école le temps d'une journée pour s'engager au sein des entreprises. Le salaire de 50€ que ces jeunes ont gagné en 2018 a été reversé au projet de Plan International contre la violence sexuelle en Équateur. Merci à toutes les entreprises participantes pour leur collaboration !



Canon : La photographie liée aux ODD

Depuis 2018, Canon soutient de façon structurelle notre projet sur les ODD en Belgique. Dans le cadre du projet BruxELLES, 14 jeunes ont abordé par la photographie des problèmes liés au harcèlement sexiste. Leurs solutions ont été rassemblées et approuvées à l'unanimité dans une résolution du Parlement bruxellois, où des jeunes ont pris la parole pour la toute première fois ! Canon a aussi invité les jeunes à faire un discours lors du SDG Global Festival of Action à Bonn.



BDO Belgium : Financement d'un dossier pédagogique et 2.000 tickets culture

Outre des conseils juridiques pro bono, BDO Belgium a soutenu notre projet pour la promotion du droit à la culture des enfants en Belgique. 2.000 élèves ont ainsi assisté gratuitement à la représentation « Les Misérables ». Et en sponsorisant le dossier pédagogique à destination des écoles participantes, BDO Belgium a aussi permis aux élèves de découvrir de manière ludique les droits de l'enfant lors de cette excursion culturelle.



Belgian Red Flames : Un match de football pour Music For Life

En décembre 2018, nos ambassadrices sportives, les Belgian Red Flames, ont remporté le 'Warmste Match' 10 - 4 contre les acteurs et actrices de la série flamande Thuis dans le cadre de Music for Life (version flamande de Viva for Life). Le match a rapporté 17.000€ à notre projet au Bénin qui vise à rendre les filles plus fortes à travers le sport.



Kazidomi : Un abonnement sain et solidaire

Pour chaque nouvel abonnement acheté entre le 3 et le 6 janvier 2019, la start-up Kazidomi a fait don de 25€ à nos projets en faveur des filles.



Wan Voyage : Les voyages responsables

L'agence Wan Voyage verse un montant fixe à nos projets pour chaque voyage culturel réservé. Nous avons ainsi récolté 2.820€ en 2019. De plus, l'agence promeut nos projets dans son magazine.



Chep : Traduction volontaire

En Espagne et en Belgique, les employé.e.s de l'entreprise Chep traduisent volontairement une partie des rapports qui sont envoyés chaque année aux Mairies et Parrains Plan pour les informer des projets réalisés dans la région de leurs Filleul.e.s Plan. Ces rapports sont traduits en français, anglais, espagnol ou néerlandais.

NOS PARTENAIRES À L'INTERNATIONAL

La valeur ajoutée de l'expertise locale



Pour faire progresser les droits des enfants et l'égalité pour les filles, nous unissons nos forces avec d'autres ONG et associations partenaires. Il s'agit de partenaires locaux, régionaux ou internationaux, qui maîtrisent la thématique, sont bien ancrés dans la communauté locale et représentent une valeur ajoutée certaine pour atteindre nos objectifs communs.

BÉNIN

CBDIBA (Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base) travaille surtout dans le nord du pays. Son expertise se concentre sur la protection des filles et sur le développement et l'accompagnement des Associations Villageoises d'Épargnes et Crédits (AVEC). CBDIBA est partenaire de Plan International depuis plusieurs années. www.cbdiba.org

Représentant de la société civile béninoise pour le droit à l'éducation, **CBO-EPT (Coalition Béninoise des Organisations pour l'Éducation Pour Tous)** s'implique activement dans des projets et campagnes de défense et d'amélioration de l'accès à l'éducation de qualité. CBO-EPT est partenaire de Plan International depuis plusieurs années. www.cbo-ept.org

Actif également dans le nord du Bénin, **FEE-Dev** (Femmes Enfants et Environnement pour le Développement) se concentre sur l'appui à l'éducation et à l'enfance. <https://www.facebook.com/pg/ongfeed/posts/>

IFMA (Institut des Filles de Marie Auxiliatrice) est une organisation dépendante des Sœurs Salésiennes, qui apporte un appui et un accompagnement spécifique pour les filles et jeunes filles en difficulté dans les provinces du sud du Bénin. IFMA collabore au volet protection du programme de Plan International,

notamment grâce à ses centres d'accueil pour jeunes filles maltraitées. www.salesianedonboscobenin.org

BOLIVIE

L'ONG **APROSAR** (Asociación de Promotores de Salud de Area Rural) travaille dans les communautés rurales et œuvre pour la santé et le développement de la petite enfance. APROSAR a collaboré avec Plan International jusqu'en novembre 2018. <http://aprosarbolivia.org.bo>

FAUTAPO a pour objectif de contribuer au renforcement social et économique des hommes et des femmes en formant les adolescent.e.s et les jeunes à des métiers techniques dans le secteur de la production (agriculture, transformation, commercialisation...). Il s'agit d'un acteur important en Bolivie pour la formation des nouvelles générations. <http://portal.fundacionautapo.org/>

L'ONG **PROMETA** est spécialisée dans la protection des ressources naturelles et la formation des jeunes. Elle collabore depuis plusieurs années avec Plan International, en particulier sur un programme pour les jeunes enfants, depuis mars 2019. <http://prometa.org.bo/en/home/>

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

BLUESQUARE est une entreprise belge spécialisée dans les technologies de l'information et les systèmes de big data, qui fournit des outils permettant d'optimiser l'aide au développement. Les systèmes et outils de Bluesquare améliorent la portée, la qualité et l'efficacité des services publics partout dans le monde. Leurs utilisateurs.rices ont accès à d'importantes données de prestations, qu'ils.elles peuvent gérer, structurer, visualiser et partager. En République centrafricaine, Bluesquare développe pour Plan International une

architecture de case management numérique pour optimiser le suivi par des travailleurs.ses sociaux.ales de mineur.e.s d'âge isolé.e.s et non accompagné.e.s et cartographier les services de protection de l'enfance dans les différentes régions. <https://bluesquarehub.com>

ÉQUATEUR

Depuis 1995, l'association **JUCONI** (Fundación Junto con los Niños) œuvre pour trouver des solutions durables pour les enfants et les jeunes vulnérables à Guayaquil. Elle se concentre entre autres sur l'éducation et la lutte contre la violence et le travail des enfants. www.juconi.org.ec

L'Asociación **VIVIR** existe depuis 1987 et fait la promotion de la santé en Équateur. Elle travaille avec la participation proactive des individus et des communautés. L'association informe notamment les mères sur la nutrition saine des jeunes enfants. www.avivir.org

Le **réseau d'institutions financières de développement (RFD)** rassemble une cinquantaine d'organisations s'occupant de microcrédit et de financement solidaire en Équateur. RFD collabore avec Plan International pour soutenir les initiatives d'entrepreneuriat de jeunes mamans. <http://www.rfd.org.ec/index.php>

LAOS

CAMKID (Community Association for Mobilising Knowledge in Development) est une ONG qui promeut le développement rural dans la province de Bokeo, dans le nord du Laos. CAMKID est la première association locale à but non lucratif à être enregistrée dans la province. Son équipe aide les communautés à développer des compétences pour améliorer durablement les conditions de vie de tous les groupes ethniques. www.lao-cso-network.org/camkid.html

NIGER

AEC (Alternative Espaces Citoyens) est une ONG de développement reconnue depuis septembre 2001. La mission d'AEC est d'œuvrer à l'avènement d'une société démocratique et sociale ouverte, fondée sur l'égalité des droits humains, un nouveau partenariat entre hommes et femmes et la solidarité entre les peuples dans un environnement sain. AEC accompagne l'Etat du Niger dans ses efforts de développement, notamment dans les domaines de l'information et de la communication pour un changement de comportements, l'analyse des politiques publiques et des budgets de l'État et des collectivités, la promotion et la défense du droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire, et la promotion, la protection et la défense des droits humains. www.alternativeniger.net

L'Association nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la Prévention du Crime (**ANTD**) est une ONG nigérienne reconnue depuis août 2001. Elle travaille sur la protection et les droits des enfants, notamment dans les domaines de la lutte contre la pauvreté pour un développement à la base, la lutte contre la délinquance infanto-juvénile et les formes d'exploitation des enfants, et la prévention de la récidive des enfants. www.antd-niger.blogspot.be

La coalition nigérienne des Associations, Syndicats et ONG de la Campagne Éducation Pour Tous (**ASO-EPT Niger**) est constituée de 58 organisations. ASO-EPT Niger vise la promotion d'une éducation de qualité durable pour tou.te.s au Niger, à travers le renforcement des capacités de ses membres pour devenir des organisations démocratiques, unies, fortes, dynamiques, motivées, efficaces et engagées à faire le plaidoyer en vue de la réalisation d'un accès gratuit et universel à une éducation de qualité et durable pour tou.te.s au Niger. www.asoeptniger.com/

NOS PARTENAIRES INSTITUTIONNELS EN BELGIQUE

Ensemble pour plus d'impact



La Coalition Nigérienne des Droits de l'Enfant (**CONIDE**) est un regroupement d'ONG et d'associations, créé en décembre 2010, œuvrant dans le domaine de l'enfance au Niger. La CONIDE mène des actions de suivi des droits de l'enfant, de sensibilisation et d'éveil des consciences, et de renforcement des capacités de veille, d'interpellation, de dénonciation mais aussi et surtout de plaidoyer sur les questions de droits et de protection de l'enfant au Niger.

<https://www.freedomunited.org/partner/conide/>

DIMOL est une ONG qui a été créée en 1998 pour améliorer la santé de la reproduction et la maternité sans risque au Niger. Elle lutte contre les pratiques traditionnelles néfastes à la santé de la reproduction, particulièrement celles liées à la fistule obstétricale en lien avec le mariage des enfants. DIMOL participe également aux actions de plaidoyer pour la ratification et l'application des conventions internationales en faveur de la protection de la jeune fille. www.dimolniger.org

MALI

RARE est un réseau d'acteurs œuvrant à un enseignement alternatif, notamment l'enseignement interactif par radio (EIR) et autres stratégies de formation à distance. La collaboration entre Plan International et RARE vise à permettre à 1.738 filles et 1.794 garçons de 7 à 11 ans de suivre un enseignement à distance de qualité depuis Mopti et Bankass. <http://rare-educ.org/>

RWANDA

Au Rwanda, la **Young Women's Christian Association (YWCA)** est une ONG sans but lucratif active à un niveau fondamental. L'association a pour objectif d'aider les femmes et les filles rwandaises à développer leurs capacités de leadership et leur pouvoir collectif. Le YWCA a l'expérience du travail avec les adolescentes et dispose des capacités techniques requises pour fournir des services dans le domaine du droit à la

santé sexuelle et reproductive. L'association aide Plan International sous la forme d'activités théâtrales abordant les questions de santé sexuelle et reproductive ainsi que d'une mobilisation sociale en faveur des droits des filles, de l'égalité des genres, de la lutte contre la violence à caractère sexuel ou basée sur le genre et d'une masculinité positive.

www.ywcaofrwanda.org/

VIETNAM

Vietnam Women's Union (VWU) est une organisation sociopolitique qui représente les droits et intérêts légaux et légitimes des femmes vietnamiennes de toutes les couches de la population. Vietnam Women Union œuvre pour le développement des femmes et l'égalité des genres. À l'heure actuelle, VWU compte plus de 19 millions de membres dans tout le pays, jusqu'au niveau communal. www.hoihpn.org.vn

LIGHT s'engage et vise à garantir les droits humains, œuvre pour l'égalité et l'équité entre tous les humains dans la société et contribue à l'amélioration de la qualité de vie des Vietnamiens. Leur vision est celle d'une société où règnent la sécurité et la justice, où les groupes sociaux défavorisés ont voix au chapitre et où chacun.e a le droit et la possibilité de mener une vie plus saine. <http://light.org.vn/>

L&L (Live and Learn) œuvre pour le développement durable au Vietnam et encourage les partenariats entre les écoles, les enfants, les professeur.e.s, les parents, le gouvernement, les ONG et les médias. L&L promeut aussi l'égalité des genres. www.livelearn.org

ACODEV, fédération professionnelle des ONG francophones et germanophones de coopération au développement, vise à rassembler les ONG et à avoir un rôle moteur et pro-actif à l'égard des membres, et à rechercher un positionnement extérieur fort et clair qui traduise l'avis des membres, dans une optique de solidarité et d'atteinte d'objectifs communs.

www.acodev.be

Le **Conseil consultatif Genre et Développement (CCGD)** a été créé par Arrêté Royal afin de contribuer aux décisions du Ministre de la Coopération au Développement et du Gouvernement Fédéral en matière de genre et développement. À travers son rôle de conseiller, il contribue à une meilleure prise en compte du genre dans la politique belge de coopération. Il fait également des propositions pour nourrir les travaux des instances internationales, y compris dans le cadre de la préparation de la position de la Belgique dans ces organes. Le CCGD rassemble l'expertise du monde académique, des conseils de femmes, des ONG et de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, aussi bien du côté francophone que néerlandophone. www.argo-ccgd.be/fr

La **CODE (Coordination des ONG pour les droits de l'enfant)** est un réseau d'associations qui ont pour point commun de développer une action de promotion et de défense des droits de l'enfant en Belgique et dans le monde. Elle veille au respect de la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant par la Belgique et développe une action en matière d'information, de sensibilisation et d'éducation sur les droits de l'enfant. www.lacode.be
Du côté néerlandophone, nous travaillons avec www.kinderrechtcoalitie.be.

La **Commission nationale pour les droits de l'enfant (CNDE)** est une plate-forme de concertation entre 90 acteurs en matière de droits de l'enfant qui ont été désignés par les pouvoirs publics belges aux termes d'un accord de coopération. Les travaux sont axés sur une contribution aux missions de rédaction de rapports belges à l'égard d'instances internationales et sur la

formulation de recommandations politiques générales. La concertation implique entre autres tous les acteurs visés dans l'accord de coopération.

<https://ncrk-cnde.be/fr/>

Consortium 12-12. Le Consortium belge pour les Situations d'Urgence réunit 7 grandes organisations humanitaires internationales. Cette collaboration permet une aide efficace et rapide partout dans le monde lors de catastrophes naturelles ou de crises humanitaires. Dans ce contexte, elle encourage également la générosité et la solidarité de la population belge.

www.1212.be

Le **DGDE** (Délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant) veille à la sauvegarde des droits et des intérêts des enfants dans la Fédération Wallonie-Bruxelles. Jusqu'à leurs 18 ans, les enfants dont les droits ont été violés peuvent s'adresser à lui. Il fournit également des informations et conseils sur les droits de l'enfant pour divers publics.

www.dgde.cfwb.be

Djapo est une ONG active belge qui rassemble plusieurs associations. Spécialiste en éducation au développement durable, elle encourage les enseignants.e.s à travailler autour de la citoyenneté durable avec leurs élèves. Elle guide et forme les professeur.e.s, et propose des idées pédagogiques à destination de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire.

www.djapo.be

La plateforme **Educaid.be** réunit des institutions, organisations et individus qui opèrent dans le domaine de l'éducation et de la formation dans le cadre de la coopération au développement. Elle facilite l'échange de connaissances et d'expériences entre ses membres et soutient la politique belge en matière d'éducation et de développement. Son but est d'apporter une contribution de qualité à l'enseignement dans les pays en développement. www.educaid.be

Le **groupe de travail STOP prostitution infantile** s'appuie sur la législation belge pour inciter les gens à signaler les cas de prostitution infantile à l'étranger. Ce collectif réunit des organismes (semi-)publics, la police, le SPF Affaires étrangères, des ONG et des partenaires privés. Il mène, via www.jedisstop.be, des campagnes pour mettre en lumière la prostitution et la pornographie infantiles et la traite des enfants.

Kiyo est une ONG de coopération au développement experte dans les droits de l'enfant, active en Belgique et ailleurs. Dans les régions pauvres, elle attire l'attention des gouvernements sur leur responsabilité dans la traduction de la CIDE dans leur législation et la mise en œuvre des droits de l'enfant. En Belgique, Kiyo encourage les jeunes et les adultes à s'engager pour les droits de l'enfant. www.kiyo-ngo.be

Le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la plateforme **Mirabal** organise une manifestation pour démontrer sa solidarité avec les victimes afin d'exiger un engagement massif et global des pouvoirs publics pour qu'ils respectent leurs engagements et remplissent réellement leur rôle dans l'éradication des violences faites aux femmes. La lutte contre ces violences est une responsabilité collective de toute la société. Partout dans le monde, des femmes et des hommes font de cette journée un moment fort dans la lutte contre les violences faites aux femmes. <https://mirabalbelgium.org/>

Les **Partenaires des Écoles des Droits de l'Enfant** rassemblent 6 organisations spécialisées dans l'éducation aux droits de l'enfant. Ils souhaitent coacher les équipes pédagogiques pour qu'elles intègrent une approche des droits de l'enfant dans leur pratique quotidienne, et une approche basée sur les droits de l'enfant dans l'enseignement. Ils soutiennent le parcours pour devenir une École des Droits de l'Enfant. www.ecoledroitsenfant.be

La Coalition **Perspective 2030** se préoccupe de la réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD). Plan International Belgique veille à ce que notre pays respecte ses engagements par rapport à l'ODD 4 (éducation de qualité) et l'ODD 5 (égalité entre les sexes). Plan International Belgique participe à Perspective 2030, avec des ONG impliquées dans la lutte contre la pauvreté, les droits des femmes ou l'environnement, et émet des avis sur l'atteinte et le financement des ODD. <http://www.cncd.be/+pp2030-+>

La **Plate-forme Droits de l'Enfant dans la Coopération au Développement** regroupe des ONG et des experts en matière de droits de l'enfant et de coopération au développement. Elle vise à créer une assise sociétale et politique large pour la défense des droits de l'enfant dans la politique et dans la pratique de la coopération au développement belge. www.platformedroitsdelenfant.be

La **Plate-forme Mineurs en exil** est une plate-forme nationale bilingue, composée de 50 organisations membres et observateurs. Créée en 1999, elle vise à coordonner les actions des professionnel.le.s travaillant avec les mineur.e.s étranger.e.s non accompagné.e.s (MENA) et les mineur.e.s accompagné.e.s de leurs parents mais en séjour précaire ou irrégulier. La Plate-forme est née comme un projet communautaire de l'AMO (Aide en milieu ouvert) Service Droit des Jeunes, suite au constat que la réalité juridique, sociale et administrative ne permettait pas à ces mineur.e.s de jouir pleinement de leurs droits fondamentaux. www.mineursenexil.be

Les **Stratégies Concertées** de lutte contre les mutilations génitales féminines (SC-MGF) est un réseau réunissant des acteurs.trices belges provenant de secteurs divers, concerné.e.s par les MGF, tel.le.s que les professionnel.le.s de la santé, de l'éducation permanente, du secteur de l'enfance, du secteur judiciaire, du secteur de l'accompagnement des demandeurs.euses d'asile et de l'aide à la jeunesse, ainsi que les personnes concernées par les MGF, les politiques... <http://www.strategiesconcertees-mgf.be>

UNICEF Belgique travaille pour un monde qui offre à tou.te.s les enfants une vie digne et où leurs droits sont respectés. Dans l'enseignement primaire en Belgique, l'UNICEF contribue à la formation des enseignant.e.s sur les droits de l'enfant. L'UNICEF travaille aussi avec d'autres organisations, acteurs.rices de l'éducation et décideur.ses politiques, pour que tou.te.s les enfants aient accès à leurs droits, y compris à une éducation de qualité. www.unicef.be

VIA Don Bosco est une ONG belge qui soutient des institutions d'enseignement et des initiatives d'emploi des jeunes en Afrique et en Amérique latine. Elle œuvre pour le droit à l'enseignement pour les jeunes défavorisé.e.s et les communautés marginalisées. VIA Don Bosco construit des ponts entre les écoles en Belgique et ailleurs dans le monde et contribue ainsi à une société plus juste qui répond aux objectifs de développement durable. www.viadonbosco.org



INTÉGRITÉ

Plan International Belgique participe à la lutte contre la malversation, la fraude et la corruption, y compris en interne. Nous prenons depuis de longues années déjà diverses mesures pour assurer l'intégrité de notre organisation et garantir le bon comportement de tou.te.s nos collaborateur.rice.s, administrateur.rice.s et partenaires. Nous le devons aux enfants, aux jeunes et aux communautés avec et pour lesquelles nous œuvrons.

La protection des enfants et des jeunes de moins de 24 ans contre toute forme de violence fait partie de nos objectifs primaires. Une politique détaillée en la matière, assortie des procédures et mesures appropriées, a été mise en place de longue date. Au cours de l'exercice 2019 (entre juillet 2018 et juin 2019), ces directives ont été soumises à examen et améliorées si nécessaire. Nous misons ainsi encore plus sur la prévention, tant auprès de nos collaborateur.rice.s et dirigeant.e.s que de nos partenaires en contact avec notre public cible. La participation d'enfants et de jeunes à nos propres projets, activités ou événements belges fait systématiquement l'objet, au préalable, d'une minutieuse analyse des risques.

Les autres formes d'atteinte à l'intégrité, telles que la fraude ou la corruption, ne sont pas plus tolérées au sein de notre organisation. En février 2019, une équipe « intégrité » a été constituée, que les collaborateur.rice.s peuvent consulter pour toute question relative à l'intégrité et aux infractions en la matière. L'équipe organise en outre une formation pour les collaborateur.rice.s. Sur les cinq premiers mois de son existence, on lui a posé six questions sur les atteintes à l'intégrité, portant principalement sur le conflit d'intérêts, les règles de passation des marchés publics et les règles internes relatives aux défraiements.

EN TOUTE TRANSPARENCE

Nos comptes annuels

Plan International Belgique gère les fonds disponibles en toute transparence. Nos comptes sont revus par le Conseil d'administration et approuvés par l'Assemblée générale. Ils sont aussi vérifiés annuellement par notre commissaire, PricewaterhouseCoopers.

En outre, le Service Public Fédéral Finances et la Direction générale coopération au développement et aide humanitaire (DGD) effectuent des contrôles réguliers. Plan International Belgique est également membre de l'Association pour une éthique dans la récolte de fonds (AERF) et publie ses comptes sur le portail des ONG reconnues par l'État belge, www.ong-livreouvert.be.

Nos comptes 2018-2019 ont été approuvés sans aucune réserve.

Résultats financiers

Les revenus ont atteint 19.836.973€, ce qui représente une augmentation de 2.388.257€ au regard de l'année fiscale précédente. Un nouveau record, donc, pour les recettes de Plan International Belgique.

- **15.794.421 €**, soit 79 % de nos revenus, ont directement servi la promotion et la réalisation des droits de l'enfant et l'égalité pour les filles.
- **14.681.130 €** ont été attribués aux programmes de développement dans les 52 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de la Coalition de Plan International, et aux programmes dont nos collaborateurs et collaboratrices assurent directement le suivi depuis la Belgique au Bénin, en Bolivie, en Équateur, en Éthiopie, au Laos, au Mali, au Népal, au Niger, au Nigéria, en Ouganda, au Pérou, en RCA, au Soudan du Sud et au Vietnam.
- **1.113.291 €** ont été investis dans les programmes de sensibilisation, d'éducation au développement et de plaidoyer en Belgique.

Les dépenses s'élèvent à 3.842.551€ (19,37 % du revenu total) : 14,10 % pour les activités de sensibilisation et de récolte de fonds (campagne de sensibilisation sur le harcèlement sexuel, communication entre les Mairaines et Parrains Plan et les Filleul.e.s Plan, campagnes de marketing, rapport annuel, événements, coûts salariaux et services aux donateur.rice.s) et 5,27 % pour les frais d'administration (infrastructure, frais de bureau, rémunération du

personnel, équipement informatique, amortissement des investissements et coûts financiers). De plus, Plan International Belgique a fait passer ses réserves de 800.000 € à 1.000.000 €.

Attestation fiscale

Plan International Belgique est une ONG reconnue par l'État et autorisée à délivrer des attestations fiscales, conformément à l'article 104.4 du code de l'impôt sur les revenus 1992.

Notre gestion

Conformément à la législation belge relative aux a.s.b.l., Plan International Belgique est dirigée par une Assemblée générale et un Conseil d'administration équilibrés en termes de compétences, de répartition géographique et linguistique, de genre et d'âge. L'Assemblée générale est l'organe décisionnel majeur. Le Conseil d'administration est en charge de la gestion journalière de l'organisation. Les administrateur.rice.s sont indépendant.e.s et leur mandat n'est pas rémunéré.

Conseil d'administration et Assemblée générale

Conseil d'administration au 30 juin 2019

Présidente : *Leen Gysen*

Compliance Director : *Matthieu Toussaint*

Trésorier : *Olivier Lefebvre*

Administrateur.rice.s : *Eva Brems, Aintzane de Aguirre, Sabine De Veilder, Walter D'Hondt, Pierre Grega, Agnès Philippart, Marijke Synhaeve, Mirjam Van Belle, Steven Van Belleghem.*

Assemblée générale au 30 juin 2019

Mieke Casier (présidente de l'Assemblée générale), *Brigitte Allart, Christa Cammaert, Rajan Coelho, Piet Cooreman, Kervyn da Silva Lucas, Annemie De Clerck, Jo De Geest, Peter De Wilde, Kelly Decock, Diane Delava, Robert Delval, Thomas Deryckere, Samira Essiaf, Franck Geers, Eric Hiernaux, Marie Hustinx, Inge Huygen, Peter Leclercq, Pierre Lefranc, Rodrique Platteau, Florence Renard, Lieve Sijmans, Stefaan Smis, Richard Steppe, Annelies Van Bauwel, Wouter Van der Vurst, Rita Van de Velde, Sarah Van Laere, Laurent Vandorpe*, ainsi que les membres du conseil d'administration

Équipe du personnel

Capacité de travail

Plan International Belgique a débuté l'année fiscale avec 47,73 équivalents temps plein (ETP) pour finir à 45,69 ETP. 21 nouveaux.elles employé.e.s sont entré.e.s en fonction et 20 collaborateurs.rice.s ont quitté l'organisation. À la fin de l'exercice 2018-2019, Plan International Belgique comptait 31,14 collaboratrices et 11,55 collaborateurs en ETP.

Salaires

Les salaires des membres de l'équipe de Plan International Belgique sont définis et régulièrement réévalués sur base de deux critères : l'alignement aux salaires du secteur des ONG en Belgique et la performance des collaborateur.rice.s. Outre le salaire brut, les employé.e.s bénéficient d'avantages extra-légaux : chèques repas, remboursement des déplacements en transports publics, 13e mois, etc. Les salaires et avantages des membres de la direction de Plan International (management international et directions nationales) se basent eux aussi sur les normes internationales. Ceux-ci sont publiés chaque année dans le rapport financier de Plan International.

Nos financements publics

Au cours de l'exercice fiscal FY19, les subsides versés à Plan International Belgique ont atteint 6.329.804€ (32 dossiers), alloués par l'UE, le gouvernement fédéral, le gouvernement flamand, la Fédération Wallonie-Bruxelles, la province d'Anvers, les communes de Gand, Hove, St-Trond et Wetteren, ou provenant des revenus du Consortium 12-12.

Plan International Belgique poursuit la mise en œuvre de son programme quinquennal, financé depuis 2017 par la DGD, dans cinq pays (Belgique, Bénin, Bolivie, Niger et Vietnam). Nous restons par ailleurs pleinement impliqués dans nos projets en Équateur, au Laos, au Rwanda et au Sénégal. De nouveaux projets humanitaires ont en outre démarré au Mali, au Niger et en République centrafricaine, ce qui nous permet de diversifier nos sources de financement et nos types d'intervention.

Nos financements privés

Faire progresser l'égalité pour les filles

Les Parrains et Mairaines Plan soutiennent 30.939 Filleul.e.s Plan et leur communauté en Afrique, Asie et Amérique latine. Depuis le 1er janvier 2019, la contribution mensuelle est passée à 30€.

Outre celle-ci, 7.243 Belges investissent chaque mois dans les projets de Plan International Belgique via le sponsoring de projets. Leur soutien indéfectible permet à des milliers de filles d'apprendre, de diriger, de décider et de s'épanouir.

Plus de détails sur [notre site web](http://notre.site.web) ou par mail à info@planinternational.be

Crowdfunding et Cadeaux Plan pour les droits des filles

L'année dernière, 68 donateur.rice.s ont lancé une action de crowdfunding et 543 personnes ont acheté un cadeau virtuel pour soutenir les projets de Plan International. Au total, quelque 50.000€ sont ainsi tombés dans notre escarcelle.

Plus d'infos sur www.superplan.be et www.planinternational.be/fr/plan-cadeau ou par mail à info@planinternational.be

Testament et legs

L'an dernier, Plan International Belgique a reçu 828.240€ de dons par voie testamentaire. Ce geste d'une belle générosité bénéficie directement à l'autonomie des communautés les plus pauvres. Bon à savoir : l'option du legs en duo permet également aux héritier.e.s direct.e.s de bénéficier d'un avantage fiscal et de droits de succession réduits.

Plus de détails sur [notre site web](http://notre.site.web) ou par mail à info@planinternational.be

Entreprises solidaires des filles

Plus de 1.000 entreprises sponsorisent mensuellement Plan International Belgique, et nous élaborons des projets sur mesure avec divers partenaires comme Canon, BDO Belgium, Golazo Sports ou les Red Flames.

En FY19, les revenus totaux et le soutien pro bono des entreprises ont représenté plus de 875.000€.

Plus de détails sur [notre site web](http://notre.site.web) ou par mail à info@planinternational.be

CHIFFRES FINANCIERS



(en euros) 30/06/2019 30/06/2018

ACTIF		
Immobilisations incorporelles et corporelles	275.877	413.336
Créances et cautionnements en numéraire		
Total actifs immobilisés	413.336	413.336
Autres créances	6.610.353	7.211.886
Placement de trésorerie	600.000	600.000
Valeurs disponibles	6.142.833	2.381.061
Comptes de régularisation	89.224	122.317
Total actifs circulants	13.442.411	10.315.264
Total de l'actif	13.718.288	10.728.600

PASSIF		
Fonds affectés	1.000.000	800.000
Provisions pour risques et coûts	542.137	111.172
Dettes commerciales	144.880	158.565
Dettes Intercompany	1.261.579	110.544
Dettes fiscales, sociales et salariales	395.297	383.931
Charges à imputer	1.255.906	295.101
Subsides à reporter	9.118.489	8.358.266
Versements anticipés des Parrains Plan	0	511.021
Total du passif	13.718.288	10.728.600

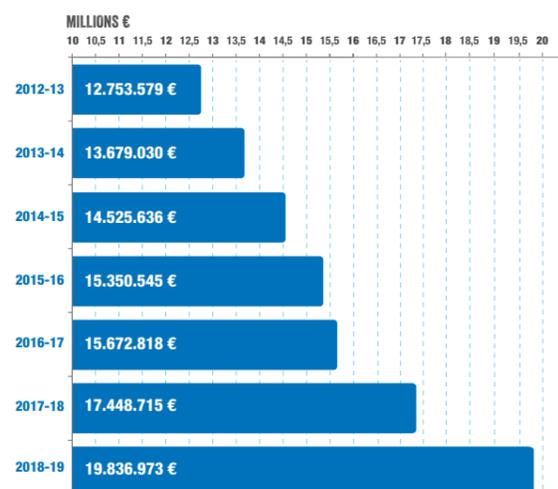
REVENUS		
Dons en espèces des Parrains Plan	9.174.545	9.437.353
Dons projets et programmes structurels	2.946.384	2.110.132
Dons projets et programmes spécifiques	1.237.594	686.046
Subsides	6.329.804	5.019.706
Autres revenus et revenus financiers	148.646	195.477
Total des contributions et des revenus	19.836.973	17.448.715

DÉPENSES		
Récolte de fonds	2.175.218	2.454.690
Frais opérationnels	1.667.333	1.109.919
Total dépenses	3.842.551	3.564.609

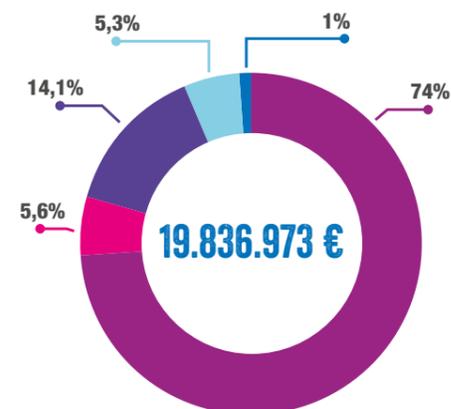
Programmes dans le Nord	1.113.291	1.178.173
--------------------------------	------------------	------------------

Programmes dans le Sud	14.681.130	12.405.933
-------------------------------	-------------------	-------------------

Évolution des revenus



Comment investissons-nous vos dons ?



- Programmes internationaux
- Programmes en Belgique
- Récolte de fonds et communication
- Frais opérationnels
- Affectation à la réserve

ENSEMBLE,
FAISONS PROGRESSER
LES DROITS DES
ENFANTS ET **L'ÉGALITÉ**
POUR LES FILLES.

planinternational.be/fr

@planfans

@PlanBelgium

@planbelgie

info@planinternational.be

02 504 60 00